

rouge

hebdomadaire d'action communiste

la campagne de signatures à « l'appel des cent » s'amplifie. l'état-major répond par les brimades, les mutations, les emprisonnements.

LES SOLDATS DEFENDENT LEURS DROITS

SOLIDARITÉ!



RENA CUKIER

La camarade Rena Cukier, compagne de notre camarade Marcel Francis Kahn, est décédée à la suite d'une longue maladie à l'âge de 47 ans. Juive polonaise, Rena Cukier a connu le ghetto de Varsovie, puis les camps de déportation nazis. Maître de recherches au C.N.R.S., elle a toujours été une militante active du mouvement anti-impérialiste et en particulier du mouvement de soutien à la révolution indochinoise, dans le cadre du Tribunal Russel, puis du Front Solidarité Indochine.

Le Bureau Politique du F.C.R. présente à Marcel Francis Kahn ses plus sincères condoléances.

LECTEURS, DIFFUSEURS

En raison du ralentissement de l'activité politique en juillet et août et de la baisse des ventes que subissent, en conséquence, les journaux, « Rouge » ne paraîtra pas toutes les semaines pendant cette période. Le prochain numéro paraîtra le 26 juillet, en août, « Rouge » paraîtra le vendredi 16 et le vendredi 30.

LISEZ, FAITES LIRE le N° spécial de P.H.

Camarades, lecteurs et diffuseurs de « Rouge », le N° de Politique-Hebdo du 11 juillet, outre son sommaire habituel, paraît avec un SUPPLEMENT SPECIAL SUR L'EXTREME-GAUCHE FRANÇAISE APRES LES ELECTIONS.

Lisez, faites lire.

Solde antérieur170.372,49

Paris 14°	2.000,00
Un soldat pour les campagnes antimilitaristes du F.C.R.	200,00
Paris 17°	260,00
M.H. Paris	50,00
Diffuseurs Rueil	180,00
Des travailleurs de la RATP	200,00
PTT Paris 18°	460,00
Groupe taupe Evrard	100,00
C.R. Paris 13°	80,00
Renault Billancourt	150,00
Enseignants Châtelleraut	300,00
Enseignants Poitiers	450,00
Lycéens Poitiers	100,00
Etudiants Poitiers	250,00
Anonymes	400,00
Diffuseurs Paris 15°	5.490,00
Diffuseurs Pau	156,00
P.H. Montpellier	50,00
Diffuseurs Colombes et Genevilliers	720,00
A.T. Aix-en-Provence	50,00
P. D. Aix-en-Provence	140,00
Fac des lettres Aix-en-Provence	120,00
J.M. V. Limoges	20,00
Diffuseurs Dijon	319,00
Diffuseurs Cherbouurg	91,20
Lyceens Tours	25,00
P.S. St Jean de Braye (45)	50,00
Diffuseurs Pontoise	120,00

Total182.903,69

Ne pas oublier de noter le N° de Compte courant Postal : P. CHENOT
C.C.P. N° 4501 - 42 PARIS

LA GRANDE MUETTE EST VENTRILOQUE

Il y a le 14 juillet de Giscard, sonore et cocardier, qui pour faire populaire, abandonne les Champs-Élysées pour la Bastille.

Et il y a le 14 juillet des conscrits, partis dans le sillage des Cent à l'assaut de leur Bastille.

Le gouvernement accorde la majorité à 18 ans. Mais le majeur sous l'uniforme restera mineur : pas le droit de s'informer, de se réunir, de défendre ses droits. Brimades et humiliations.

Mais désormais un point de non-retour est franchi : la grande muette est devenue ventriloque. Ils sont maintenant plus de 1000, 1050 exactement, à avoir brisé le mur du silence en signant pour la défense de leurs droits.

Rien ne les arrête, ni les mutations, ni les arrestations, ni le chantage. Craignant de provoquer l'explosion par une réaction maladroite, la hiérarchie mijote sa réponse : elle s'efforce d'isoler ceux qu'elle considère comme les meneurs, de dissuader les signataires. Elle voudrait révéler un complot civil, une machination anti-nationale.

Il n'y a ni complot, ni machination. C'est parce que leur condition est intolérable, que le mouvement des bidasses est irréversible.

Il faut maintenant empêcher la répression de s'abattre, le silence de les isoler.

Déjà à Rouen, à Lyon, au Havre, les partis ouvriers, les organisations syndicales et démocratiques se sont élevées contre les sanctions qui frappent les signataires de l'appel. Dans « l'Humanité » du 8 juillet, Paul Laurent, membre du Bureau Politique du P.C.F. désigne le P.C. et le Mouvement de la Jeunesse communiste comme l'aile marchante « de l'activité en faveur des jeunes appelés ». Mieux vaut tard que jamais. Même si, à Lyon, le P.C.F. a voulu prendre en solitaire la défense des appelés sanctionnés, et si le P.S. en a fait de même de son côté.

Le seul souci doit être l'efficacité du soutien aux appelés sur la base de leurs revendications. Cette efficacité rend nécessaire un mouvement large, unitaire, sans exclusives. Que dans les quartiers et les localités, des contacts soient pris ! Que naissent des comités unitaires de soutien ! Que pas une sanction ne puisse être prise sans que, dans les villes de garnison, dans les villes d'origine des conscrits, des civils donnent l'alerte, envoient des communiqués, lancent une campagne de solidarité !

le 10 juillet 74

LA JUSTICE FRAPPE

Le tribunal correctionnel vient de rendre un scandaleux verdict dans l'affaire des 4 MILITANTS DU CDA agressés par les flics au moment de l'incorporation de février.

Alors qu'il ne s'agit que de fausses déclarations de la part des flics et que le tribunal a dû se cacher derrière de mauvais prétextes pour condamner (osant même accuser notre camarade Durand d'injures racistes envers un flic martiniquais), Durand écope de 15 jours de prison avec sursis et Balloche de 8 jours avec sursis ; en outre un total de 1200 francs d'amende a été distribué aux 4 inculpés. Au-delà de l'injustice même du verdict vu l'inconsistance des charges, il faut voir là une volonté de freiner l'anti-militarisme à Rouen : les jours de prison avec sursis sont un moyen pour empêcher les militants de continuer à dénoncer l'armée

bourgeoise en plaçant au dessus d'eux un sursis qui peut tomber à tout

moment. Gageons qu'au moment où les luttes du contingent se développent comme jamais, ces peines de prison seront de peu de poids dans la lutte pour la solidarité aux soldats.

MAIS LA VIE COMMENCE A ETRE DURE POUR LES CREVURES

Le 26 juin, à l'initiative du Comité de soutien aux soldats signataires de l'appel, un rassemblement a eu lieu devant le siège de la 23ème division militaire pour remettre les 1559 signatures recueillies sur la pétition : soixante personnes ont accompagné les personnalités que le général de service n'a d'ailleurs pas voulu recevoir (voir photo ci-joint). Pendant les vacances la signature de la pétition va continuer et des sections syndicales prendront sans doute position comme l'ont fait la CFDT-SCHELL et une section CGT de Renault-Cléon (voir texte ci-joint).

Le vendredi 5 juillet, 4 militants de la Jeunesse communiste ont distribué à la porte du 39ème Régiment d'infanterie (voir Humanité du 6.7.74) ; l'un d'entre



Directeur de la publication Henri Weber
Imprimerie Avenir Graphique

Section syndicale CGT des ateliers
42-46 ; 42-64 ; 42-66 ; 42-67 ; 42-68 ;
Renault-Cléon

La section syndicale CGT se déclare solidaire des appelés qui luttent pour obtenir des « droits démocratiques » au sein de l'armée.

Elle s'indigne violemment contre la répression que fait subir la hiérarchie militaire aux signataires du manifeste.

Devant cette situation :

- Nous appuyons les revendications des appelés.

- Nous exigeons l'arrêt immédiat de toute répression, brimades et sanctions.

- Nous exigeons la levée des sanctions de M. Schwob et de tous ceux condamnés aux arrêts, ainsi que de tous les signataires qui se sont trouvés mutés en représailles.

Cléon, le 26 juin 1974.

COPIE DE LA LETTRE DE LA SEC-

TION CFDT SCHELL AU COM-
MANDANT DU 39ème R.I.

Monsieur,

Nous avons appris la mutation de Joel Hebert, Didier Six et Christian Robin, signataires d'une lettre aux candidats à la présidence de la république, puis la condamnation de Michel Schwob, lui aussi signataire de la dite lettre, à 30 jours d'arrêt de rigueur et 30 jours d'arrêt simples.

Nous déclarons choqués par une répression qui s'abat sur des soldats qui n'ont agi que comme des citoyens libres, sans porter atteinte au principe du service national armé, et nous vous demandons de bien vouloir lever la sanction prise contre Michel Schwob qui semble n'avoir pas été un mauvais soldat, puisqu'il était détaché à votre secrétariat.

La section CFDT du Centre de Recherches

SCHELL FRANÇAISE, GRAND
COURONNE 76

eux fut embarqué par les flics, toujours prompts à collaborer avec les crevures. Malgré quelques aspects malheureux de l'opération (les gradés ont retardé la sortie pour la permission de 48 heures en expliquant que c'était de la faute des distributeurs de tracts), on ne peut que saluer cette initiative qui rompt dans les faits avec les hésitations de la direction du PCF quant au soutien aux luttes du contingent. Il faut maintenant aller plus loin : les bases d'une unité d'action sont réunies entre la JC et les antimilitaristes du CDA et du CAM pour donner le maximum d'ampleur aux campagnes de solidarité aux soldats, de popularisation de leurs luttes. Les divergences de fond ne doivent plus servir d'alibi à une division dans l'action ; sur de nombreuses revendications des soldats - notamment celles de l'Appel des 1000 - JC et anti-militaristes peuvent s'unir pour empêcher les généraux d'accomplir leur sale besogne de répression. La prochaine incorporation d'août est une échéance dans cette voie.



ça continue 1050 signataires...

COMMUNIQUE DE PRESSE

Strasbourg
le 9.7.74

Après Rouen et Lyon, c'est au tour d'appelés faisant leur service dans l'est et aux FFA d'être sanctionnés pour avoir signé l'appel des cent, qui revendique le libre choix de la date et du lieu d'incorporation, le droit pour les engagés de résilier leur contrat, la suppression des brigades et des incorporations hors des frontières, une solde égale au SMIC, la liberté d'information et d'organisation au sein des casernes.

Ainsi, Pierre Barbey et Gérard Lescure du 4^e R.C. de Bitch, mutés au 151^e RIMECA Metz et 1^{er} R.C. Phalsbourg, Pelletier du 2^e RA de Offenbourg muté à Draguignan, JP Ternon de Sarrebourg muté à Périgueux et mis aux arrêts, Alain Filet du 50^e RA de Villingen, JP Blanc du 73^e RA Reutlingen.

Le comité de défense des appelés de Strasbourg proteste contre ces sanctions qui frappent de façon arbitraire quelques signataires de cet appel alors que celui-ci a été signé aujourd'hui par plus de 1000 appelés et engagés, notamment dans de nombreuses casernes de l'est : BA 901 de Drachenbrunn, 32^e RG de Brisach, 4^e RC de Bitch et aux FFA 3^e RM de Pforzheim, GT 575 Karlsruhe, 50^e RA Villingen, etc. Le CDA demande à toutes les organisations politiques et syndicales d'organiser la solidarité avec ceux qui ont été sanctionnés, avec tous ceux qui ont signé l'appel.

Pour le comité de défense des Appelés.

Ils mutent. Ils mettent aux arrêts. Ils font de l'intox auprès des bidasses. Mais ça continue.

109 nouvelles signatures s'ajoutent cette semaine. Rien ne laisse penser que ça va s'arrêter. Bien au contraire.

La presse, longtemps réticente, ne peut plus faire autrement que de donner de l'écho à cette lutte sans précédent : le « Nouvel Observateur » publie l'appel, « Le Monde » lui consacre un long article sous le titre « ras le bol dans les casernes ». Même l'Huma fait cette semaine état de cette affaire... même si c'est avec les faux-fuyants et les demi-vérités d'usage.

Le mur du silence enfin brisé permettra de joindre de nouvelles casernes, de nouvelles bases.

Vis-à-vis de ce courant qui se développe les anti-militaristes civils ne doivent pas être en reste. Mille soldats et plus sont entrés en lutte : nous leur devons un soutien total.

DEWELT, VITON, 1^{ère} classe BELLARDIE, VAN BREUGEL DONAUESCHINGEN (R.F.A.). 110^e R.I. : 2^e classe PELLET Bernard, CHAR-RUYER Michel, DECAMP Jean-Luc, MERCIER Daniel, DENAUD Patrick, FILIPPI Jean-Louis, NEUVILLE Hervé, LAVRUT Jean-Luc, LEGAY Etienne, MANIAS Jean, BOURGUIN Luc, MORIN Roland, NOWAK Bernard, DEVARIS Jean-Luc, CURTIT Jean Daniel, MENZOU Guy, RENAUD Jean-Luc, CHATAIGNE Pierre, BOISARD Olivier, BAZIEU Jean, CAUSSAN Joel, TORZEC Daniel, DOMEZ Pierre, BILLOUX Yannick, LELUC Yannick, SURIN Bertrand, caporal ROUZAUD Jacques, caporal-chef DEGEILH Serge.

VERDUN, 2^e R.C. : 2^e classe BESSICH Fabien, CARMENTRAN Jacques, MOREL Alain, LECERF Jean-Luc, FEVEZ Jean-Paul, AUBAILLY Raymond, BOURLARD Daniel, CIVAN DE GUSTE Marc, CHAUMONT Daniel, CALVIN Christian, SCHMIDT Alain, TERRADE Alain, MEUNIER Jean-Pierre, DERAEDT René, SAMAN Jacques, DE NARDI Patrick, COULEAU François, GAUTRIN Pascal, REBEYROL Bernard, BAZIN Dominique, DAUVILLAIRE Pascal, PHILIPPE Jean-Michel, GALKA Jean, LECROSNIER Gérard, CHAUMONT Didier, TOURETTE Philippe, LACROIX Rémi, MARQUET Dominique, FALLOUR Jean-Claude ; 1^{ère} classes RAMIN Jean, JABET Gérard, GOURDAIN Christian, CREPIN Jacques, REYNAUD Jean-Louis, LABESA Laurent, THIEBAUX Christian, AURAJAC Jean-Luc, DUVIVIER Michel, LEYSENNE Christian, LACAM Jacques, BLANCHARD Bernard, LAPIERRE Yves, brigadiers FORTUNEL Didier « VULIN André, LALAURETTE Marc, DARDANNE Claude, RATEAU Ean-Noel, BOUCHETEIL Jena-Paul, JUDE Jean-PierreUSSELMAN François, MIGLIARINI Jean-Paul, GRANDJACQUES François, REINERT Richard, GOMEZ Bernard, PION Michel, REINERT Bruno, BUTTERBACH Pascal, ZIELINSKI Bernard, BANTEIGNIE Edmond,

73^e R.A. REUTLINGEN : BESSON Didier, DEBEQUE Michel, DENOUEL Marcel, GORCE Jean-Paul, HERSSENS Didier, HUARD Christian, MIHAJLOV Michel, NAVARRO Jean-Marie, PASTOR Pierre, RIEUX.

BA 122 CHARTRES : 2^e Classe LE BRETON, Sergents FRIGOUT, MOUVET, LEBOUCHER, 2^e classes GODEMENT, KERVOELEN, SARBIA, caporal EN-

SOLIDARITE



Landau : les antimilitaristes allemands diffusent l'appel des cent aux troupes françaises.



Rouen : délégation de soutien à Jean-Pierre Ternon

COMMUNIQUE DU CDA

La répression continue à s'abattre sur les soldats qui se sont joints à L'APPEL DES CENT. Mutations, mises aux arrêts, intimidations diverses se multiplient.

Dans les derniers jours :

- J.P. VALETTE de Karlsruhe (R.F.A.) : arrêté à son domicile pendant une permission — reconduit en Allemagne — muté à Münsingen — 30 jours d'arrêts de rigueur.
- R. HEYMES de Karlsruhe : muté près de Trèves — 37 jours d'arrêts simples.
- G. WILK de Karlsruhe, 20 jours d'arrêts simples.
- F. METMAN DDE Karlsruhe : muté, 20 jours d'arrêts simples.
- J.L. BLANC du 73^e R.A. (R.F.A.) : 20 jours d'arrêts de rigueur.
- P. BARBEY du 4^e R.D.C. de Bitch : muté à Metz.
- G. LESCURE du 4^e R.C. de Bitch : muté à Phalsbourg (1^{er} R.C.)
- J.L. GALLOIS de Verdun, 57 R.T.C. : muté à Besançon, aux arrêts.
- LEGRAND de Verdun aux arrêts.
- REMOIVILLE, CANDILLE, BIOT, WEBER, FERNANDEZ, LACAUSSE, du 97C CP de Toulouse, tous mutés à Bordeaux. On n'a de nouvelles que de Remoiville, muté à Pau au 1^{er} R.C.P. du camp d'Idron, avec 60 jours d'arrêts de rigueur. Remoiville est menacé de poursuites judiciaires.
- CHAVIN, DUMEDIEX, RUSSO, PINEAU du Mans : 30 jours d'arrêts de rigueur.
- J.P. TERNON de Saarbourg (R.F.A.) est muté à Périgueux, avec 30 jours d'arrêts de rigueur.
- HERMELIN de Saarbourg (R.F.A.) est muté à Tubingen.
- GRANIER de Saarbourg (R.F.A.) est muté à Wittlich, 30 jours d'arrêts de rigueur.
- LAMBERT de Saarbourg : muté à Neustadt (R.F.A.)
- MORELLE de Saarbourg, muté à Landau (R.F.A.) etc...

La hiérarchie militaire a été déconcertée par l'Appel des Cent. Elle a choisi maintenant de lancer une contre-offensive d'été avec les seuls moyens dont elle est capable : la répression. Mais la voix de plus de 1000 soldats et

marins exigeant aujourd'hui, publiquement, l'obtention des droits les plus élémentaires dans les enceintes militaires ne pourra être étouffée.

Chaque semaine, des dizaines et des dizaines de soldats et de marins, qu'ils soient incorporés en France ou en R.F.A., rejoignent les 100 premiers signataires. Ce mouvement de fond n'est pas prêt de s'arrêter.

Le C.D.A., depuis que l'appel des 100 a été rendu public, a multiplié les initiatives tendant à organiser la solidarité la plus large possible.

Aujourd'hui, alors que la répression qui frappe les soldats et marins s'accroît, alors que la hiérarchie militaire mise sur la démobilisation des vacances pour multiplier ses sales coups, la solidarité doit s'intensifier.

Le C.D.A. appelle toutes les organisations anti-militaristes, toutes les organisations ouvrières à riposter par tous les moyens : pétitions, motions, délégations, interpellations d'élus... à la répression qui frappe les soldats et marins en lutte pour leurs droits.

DERNIERE MINUTE

Trois rectificatifs supplémentaires nous parviennent. Tous en date du 4 juillet 1974, en provenance de la même ville de Grandville et du même corps, le 1^{er} RIMA.

Nous reproduisons ici la lettre du caporal KERVAN (1^{er} RIMA) : « J'ai appris qu'après avoir fait parvenir mon accord à propos d'un tract nommé « l'Appel des 100 », mon nom est paru dans votre journal sans que j'en sois informé et qu'il a été utilisé pour une propagande anti-militariste. Tout en restant d'accord avec les termes de ce tract, j'ai trouvé regrettable de servir d'instrument à des propos ne correspondant pas à mes opinions. Pour ce fait et par la présente, je me désolidarise totalement de cette campagne anti-militariste basée sur un abus de confiance ».

Les deux autres lettres témoignent de la même logique : maintien de la signature, accord avec le contenu de l'appel des 100 mais refus de participer à la « campagne anti-militariste » que Rouge développe à partir de cet « appel ».

Les lettres, qui seront peut-être suivies d'autres, nous conduisent à faire les mises au point suivantes :

- Rouge a publié les signatures et l'appel en même temps que plusieurs autres journaux : Libération, Politique-Hebdo, Révolution, Le Monde, le Nouvel-Obs, etc.
- Comme tous ces journaux, Rouge a commenté cet appel et l'écho qu'il rencontrait dans les casernes. Il est évident qu'aucun signataire ne pourrait être tenu pour responsable, à un titre quelconque, de ces commentaires qui n'engagent que nous.
- Nous informons nos lecteurs et parmi eux les signataires de l'appel qu'à plusieurs reprises la hiérarchie militaire a tenté des démarches auprès des signataires, non pas grossièrement pour leur faire retirer leur signature, mais pour leur faire désavouer ceux qui les avaient rendues publiques. Et en particulier Rouge qui est tenu pour responsable de l'Appel par ces messieurs.

Le Caporal Michel Fayet du 126^e RI de Brives nous prie de signaler que c'est par erreur que son nom a été mentionné dans les listes de signatures de soutien à l'appel des cent.

Nous déplorons cette erreur due à une mauvaise calligraphie de la liste qui nous a été soumise, d'autant plus qu'elle vaut à Michel Fayet 29 jours d'arrêts, assortis d'une mesure de mutation.

AT
E



LE MAUVAIS DEVOIR DE L'ELEVE LAURENT

Les luttes du contingent, « l'appel des cent » qui actuellement les cristallise, tout cela, même « L'Humanité » ne peut plus l'ignorer. D'autant plus que les signataires de l'appel sont maintenant plus de mille, que parmi eux se trouvent de nombreux camarades du Parti et des Jeunesses. D'autant plus que de nombreuses instances syndicales ont tenu à affirmer leur solidarité avec les soldats et marins en lutte. Que plusieurs personnalités communistes ont fait de même.

Alors, dans son édition du 7 juillet, « L'Humanité » y va d'un article un peu conséquent, histoire d'expliquer quel est le sens politique de tout ça. Ça s'appelle « Soldats du contingent et armée française ». Un titre qui sonne comme un sujet de dissertation. Sur ce sujet ennuyeux, c'est Paul Laurent qui planche. Disons le tout de suite : sa copie n'est pas très bonne.

La logique d'ensemble est d'une lourde simplicité. Laurent n'entend pas faire œuvre originale. L'argumentation peut se résumer de la manière suivante :

— Les 13 millions de voix de gauche contraignent le gouvernement à des réformes, y compris en matière militaire. Les appelés sont mécontents et 40 à 50 % des « professionnels », d'après les sondages, ont voté pour Mitterrand : il faut faire quelque chose. Mais voilà : la « haute banque » n'a que « mépris et méfiance » pour les jeunes appelés et se soucie comme d'une guigne des intérêts légitimes des cadres.

— Cette poussée démocratique dans l'armée montre bien, quoi qu'en disent les mauvaises langues, que « l'armée ne doit pas être un corps étranger à la nation, que manipulerait des clans au service du grand capital ».

— Les choses sont donc claires : ces réformes indispensables, ce ne sont pas les hommes du grand capital qui pourront les faire. Ce personnel gouvernemental, lorgnant vers l'atlantisme et rêvant de « l'intégration des forces armées françaises dans une force européenne considérée à l'échelle de la petite Europe comme le « dernier recours de la société libérale » est évidemment incapable de satisfaire les légitimes aspirations du corps militaire. La cause est entendue, c'est dans le programme commun que se trouve la

solution du problème. Ce sont le PC et le MJC qui sont les meilleurs défenseurs des principes d'indépendance et de sécurité nationale. C'est ce qu'il fallait démontrer ? Presque ! Car il faut y voir de plus près. Et corriger un peu cette mauvaise copie.

Ainsi, quand Laurent illustre d'une phrase le mécontentement du contingent : « Des sanctions frappent aujourd'hui des appelés qui ont fait connaître leur opinion sur l'importance du vote du 19^e mai pour leur avenir et leur situation de soldat ». Cette formule alambiquée désigne sans doute l'appel des cent. Mais où donc Laurent a-t-il vu que la « lettre ouverte aux candidats à la présidence » à laquelle Mitterrand n'a toujours pas répondu) était dans son fond et dans sa forme un appel au civisme ? Ce que les Cent ont exprimé est à la fois plus simple et plus profond : ils ont exigés la satisfaction immédiate des revendications les plus élémentaires de tout le contingent. Et quand vous continuez votre copie en écrivant « Le changement réel de la condition du contingent ne se fera (souligné) pas sans lutte », nous sommes évidemment d'accord. Or, surprise, dans les développements ultérieurs, il n'est plus, mais alors plus du tout question des luttes soi-disant indispensables. Nous avons droit par contre à un exposé filandreur sur les évaluations de vote chez les militaires de carrières, sur l'atlantisme de Lecanuet et du général Stehlin, etc. Hors sujet, Laurent, hors sujet ! Ça remplit des colonnes et ça fait documenté, mais ça fait l'impasse sur l'essentiel : quelle est l'attitude concrète du PC vis-à-vis de ces fameuses luttes ? Il ne suffit pas de dire, comme vous le dites en phrase de

conclusion, que « tous ceux qui veulent le changement démocratique seront aujourd'hui avec les fils de France (sic) qui, à l'armée exigent de voir satisfaits leurs droits les plus élémentaires », pour être dédouané à si bon compte. Par delà ces déclarations générales à la formulation douteuse, tous ceux qui luttent effectivement dans les casernes et les bases, tous ceux qui les soutiennent effectivement dans une activité anti-militariste permanente, sont en droit d'exiger du PC qu'il sorte son bilan sur la question. Nous craignons pour Laurent qu'il ne dépasse guère le récapitulatif des articles de circonstances dans « Avant-garde » et « Nouveau clarté », qu'il plafonne du côté des actes de foi et des soubresauts de solidarité contrainte. Et nous le déplorons.

Enfin et hélas, il faut en finir sur cette déplorable copie en relevant la crapulerie qui sans doute lui donne tout son sens. Il s'agit de cette petite phrase que Laurent glisse, après avoir expliqué (bien maladroitement) les visées anti-ouvrières des hommes du gouvernement : « En toute hypothèse, les jeunes français ne sauraient accepter de se voir engagés dans des missions étrangères à la Défense nationale »... En toute hypothèse !!!

En toute hypothèse, l'armée chilienne, qui à 30 % soutenait électoralement Allende et l'UP ne pouvait être putschiste. En toute hypothèse les officiers, sous-officiers et hommes de troupe « légalistes » feraient obstacle à toute initiative factieuse.

En toute réalité il a découlé de cette absurdité criminelle des tortures et des massacres, des parodies de procès et des déportations. La petite phrase de Laurent suffit à saper toute manifestation de solidarité à l'égard des soldats et marins en lutte, à les laisser face à face avec la hiérarchie, sans défense et sans perspectives. Elle est scandaleuse aujourd'hui, elle sera criminelle demain.

Zéro pointé pour ce triste devoir, élève Laurent. Nous ne pensons pas que vous pourriez faire mieux.

MEDIATION OU REPRESSION ?

C'est presque fait... Les appelés français n'auront bientôt presque plus rien à envier à leurs homologues allemands, suédois ou norvégiens. Eux aussi pourront maintenant bénéficier des services d'un « médiateur » chargé de veiller au respect de leurs droits de « citoyens sous l'uniforme ». Ils pourront même faire appel à lui sans passer par la voie hiérarchique.

Que Giscard éprouve le besoin, maintenant, de créer une pareille institution, c'est pour le moins reconnaître qu'il y a comme un malaise du côté de la troupe. Un malaise tellement profond qu'il est peut-être préférable de ne pas en confier la résolution au seul encadrement. Il y a déjà eu tellement de gaffes !

Le médiateur militaire, finalement, c'est peut-être la réponse que le président donne à la lettre ouverte que 100 appelés lui adressaient du temps où il n'était que candidat...

Si c'est le cas, la réponse n'est pas satisfaisante du tout. Il ne faut pas espérer pour le chef suprême des forces armées s'en tirer à si bon compte.

Non seulement aucune réponse positive n'a été jusqu'à présent donnée aux revendications élémentaires contenues dans l'Appel des 100, mais en plus il semble bien que la répression aille s'accroissant.

Le médiateur d'un côté, la répression de l'autre ? La manœuvre est un peu lourde.

En tout état de cause, le médiateur risque d'avoir beaucoup de travail. Sa mission est de supprimer les abus, les arbitrages. Nous pouvons dès maintenant lui en soumettre une liste. Il trouvera dans les derniers numéros de L'Humanité, de Politique-Hebdo et de Rouge, de Révolution, etc. maints cas d'appelés réprimés pour avoir signé l'Appel des 100.

Nous lui soumettons quelques cas nouveaux :

— Alain REMOIVILLE, aux arrêts de rigueur pour 60 jours ;

— Jean-Pierre VALETTE qui, incorporé à Karlsruhe en RFA, se retrouve maintenant à Münsingen avec 30 jours d'arrêts de rigueur (« motif 308 » : « avoir incité ses camarades à présenter une adresse ou une réclamation collective pendant le service »).

— René HEYMES (maréchal des logis) de Karlsruhe également qui se retrouve près de Trèves avec 30 jours d'arrêts simples (« motif 309 » : « prendre part à une adresse ou une réclamation collective pendant le service »).

— Guy WILK et François METMAN de Karlsruhe toujours qui eux aussi mutés près de Trèves, avec 20 jours d'arrêts simples (« motif 309 »... très élastique comme on voit).

Ces soldats sont réprimés pour avoir exigé publiquement l'application des droits démocratiques que le « médiateur » est chargé de faire respecter. Amusant paradoxe qui ne surprendra que les naïfs.

Le médiateur aura du travail. Qu'il compte sur tous les anti-militaristes pour lui rappeler ses tâches « officielles ». En attendant, qu'il compte aussi sur eux pour développer la solidarité militante à l'égard de tous les soldats réprimés.

MEETING ANTI-MILITARISTE A FORBACH

Un meeting unitaire de soutien à l'appel des 100 s'est tenu le 27 juin à Forbach. Organisé par le MDPL, la JOC, l'UL-CFDT Bassin houiller, le PS, le PSU, et le FCR, le meeting qui a réuni 150 personnes a donné lieu à un débat très animé sur l'armée brisatrice de grève, sur le coup d'Etat chilien, sur l'armement des travailleurs, etc.

A l'issue de ce meeting un comité de soutien aux « 100 » a été créé, se donnant pour tâche la popularisation de l'appel et la prise en charge de la défense des signataires réprimés.

Une motion, signée par le PSU, la JOC, le MDPL, l'UL-CFDT, le FCR a été adoptée, qui déclare notamment :

« Nous nous déclarons totalement solidaires de tous les signataires de l'appel, de tous les soldats punis pour avoir refusé l'absence de tous droits démocratiques dans l'armée et nous nous engageons à prendre leur défense et exigeons la suppression immédiate de toutes les sanctions qui les frappent ou les menacent ». Correspondant

Y A-T-IL UNE AUTRE SOLUTION POUR LA « GAUCHE » DE LA C.F.D.T. ?



C'est actuellement la faiblesse fondamentale de cette opération qui, loin du Parti socialiste ouvrier de masse (PSOM) annoncé risque fort de n'aboutir qu'au gonflement du PS. Pourtant si la « gauche CFDT » qui s'oppose jusqu'à présent à l'opération est incapable d'offrir une alternative stratégique crédible, bon gré mal gré, nombre des militants de cette gauche se résignent à rentrer dans le PS. Et on en verra progressivement, malgré les dénégations répétées du bureau national, à une situation assez traditionnelle dans la social-démocratie où le syndicat mène les luttes économiques mais s'arrête au seuil de leur débouché politique c'est-à-dire au seuil de l'affrontement avec l'Etat pour passer le relais au parti politique après une victoire électorale de s'installer au gouvernement et « d'occuper l'Etat ». Dans cette histoire classique, la gauche social-démocrate à la phrase révolutionnaire a également l'habitude de servir au mieux de caution, au pire d'appât pour les travailleurs radicalisés.

D'UNE OPPOSITION FORMELLE A UNE OPPOSITION STRATEGIQUE

Or les positions de la « gauche CFDT » publiées jusqu'à présent dans la tribune libre de syndicalisme hebdo n'offre pas une alternative stratégique crédible à l'orientation proposée par la « fraction droite ». La plupart des critiques portent en effet sur la forme, sur la violation cynique de la démocratie syndicale par ce qu'il faut appeler par son nom : une fraction occulte (au passage, on voit toute la démagogie d'Edmond Maire lorsqu'il accuse les révolutionnaires de constituer « une fraction ouverte », selon l'expression d'A. Detraz, au moment même où lui constituait une « fraction occulte » !). Quoiqu'il en soit, se contenter de condamner la méthode suivie par la direction confédérale, se contenter de réclamer « un large débat démocratique à tous les niveaux » comme le font les fédés de la construction et de la santé est largement insuffisant. En effet la question fondamentale à laquelle il faut répondre est celle du débouché politique des luttes. La majorité du Bureau national de la CFDT n'a pas tort lorsqu'elle constate « qu'il faut que les luttes sociales puissent être prolongées dans les luttes et l'action plus spécifiquement politiques - 1968 a montré qu'une très grande mobilisation sociale ne peut pas trouver son expression sur le terrain politique s'il n'existe pas d'alternative politique, d'alliance et de forces susceptibles d'élargir et de prolonger la mobilisation populaire » (interview de Jacques Moreau, responsable politique de

L'opération « rénovation du PS » lancée de longue main par Edmond Maire soulève de nombreuses réticences et oppositions dans la confédération. Pour ce qui est de la base du syndicat, peu au fait des intrigues de sommet, elle a le sentiment qu'encre une fois elle est mise devant un fait accompli. Après la dénonciation brutale de la candidature Piaget, après le soutien à Mitterrand dès le premier tour, annoncé avant même qu'il se fût porté candidat, les militants encore une fois ont le sentiment d'assister en spectateurs aux hautes manœuvres « politiques » d'un appareil bien éloigné de leurs modestes préoccupations quotidiennes.

la CFDT). Mais elle a donné à cette question une réponse à sa manière, celle de l'adhésion au PS et avec elle, l'acceptation de la stratégie des voies de passage électoral au socialisme avec sa conséquence immédiate : le refus de voir les luttes bousculer les échéances électorales au risque d'effrayer certains électeurs potentiels et donc le refus d'avancer des revendications unifiantes susceptibles de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière. Ainsi l'accord CGT-CFDT, qualifié par Maire d'accord de « grande portée », se contente du SMIC à 1300 Frs en reléguant le salaire minimum à 1500 Frs au rang des perspectives, n'envisage pas la revendication d'augmentation égale pour tous de 200 Frs qui avait été une des revendications les plus mobilisatrices lors des luttes de printemps, réclame « une réforme du droit de licenciement » tout en demandant une « amélioration de la situation des chômeurs totaux ou partiels » (ou sont les acquis de Lip ?), enfin se propose de « parvenir rapidement (sic) aux 40 heures » !

DES LUTTES REVENDICATIVES AU GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIERES PAR LA GREVE GENERALE

Or il existe une autre démarche, celle qui, au contraire, consiste à partir des luttes et des revendications des travailleurs, en stimulant leur dynamique, en poussant à leur coordination puis à leur généralisation, en tissant, quand cela est nécessaire, un réseau de comités de soutien sur les quartiers et les localités. Cependant constater comme le fait la fédé des services que les luttes comme Thionville, le Joint Français, Cerisay, Noguères et Lip ont plus fait par la lutte pour le socialisme que les propositions d'états-majors, et en rester là, c'est aussi s'arrêter à mi-chemin, au seuil du problème du pouvoir.

La fédé Hacuitex semble aller plus loin lorsqu'elle affirme d'une part « la dynamique unitaire passera non par des alliances et des négociations d'appareils mais essentiellement par le développement des luttes » et d'autre part « nous voulons donc agir par la conquête du pouvoir politique avec les partis de la classe

ouvrière à l'occasion d'élections ou de mouvement d'ampleur national à l'exemple de mai 68 ». Alors qu'Edmond Maire avait refusé, lors du conseil national « sur la stratégie d'union des forces populaires » d'envisager la possibilité d'un nouveau mai 68, la fédé Hacuitex réintroduit ainsi nettement cette hypothèse. Mais la perspective reste néanmoins floue et ambiguë. Floue, car il n'est pas du tout équivalent de travailler consciemment à la préparation d'une grève générale ou à la préparation des prochaines élections même si la grève générale débouche sur une victoire électorale comme cela vient d'avoir lieu en Angleterre après la grève des mineurs. Et il est pour le moins ambigu de confondre accès au gouvernement des partis ouvrier avec « conquête du pouvoir politique ». En effet si on pense que la gestion du gouvernement par les réformistes et l'émergence du pouvoir de la classe ouvrière dans des structures autonomes forment un processus dialectique qu'il suffit de maîtriser pour passer au socialisme, alors la tentation est grande de rejoindre la gauche du PS et de « se battre de l'intérieur » contre la « social-démocratie traditionnelle ». Si au contraire, tirant la leçon de l'ensemble des crises révolutionnaires, particulièrement de la crise chilienne, on en tire la conclusion que le pouvoir autonome de la classe ouvrière est inconciliable avec l'Etat bourgeois même s'il est « occupé » en partie par les réformistes, alors il est totalement suicidaire d'espérer faire évoluer le PS de l'intérieur (voir le débat Guidoni (CERES)-Moussell(fédé de Paris du PSU) dans P.-H.).

DU COURANT REVOLUTIONNAIRE A UNE TENDANCE SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE

Dans ces conditions, le problème est celui de construire une force capable de favoriser aujourd'hui toutes les expériences d'auto-organisation des travailleurs, embryons du futur pouvoir ouvrier, et de permettre demain lors d'une situation révolutionnaire la centralisation des « soviets ouvriers » pour construire un véritable pouvoir ouvrier préparant lucidement l'affrontement dans les meilleures conditions

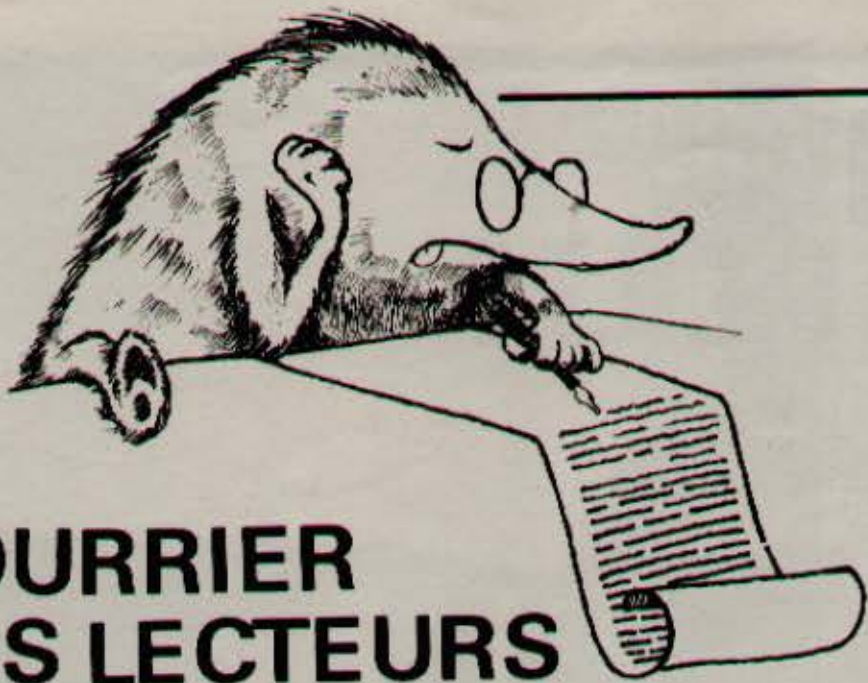
possibles avec l'Etat bourgeois.

Or l'histoire du mouvement ouvrier, après 50 ans de stalinisme triomphant, n'a pas légué à la classe ouvrière française un parti révolutionnaire tout beau tout propre, prêt à accomplir cette tâche. La gauche révolutionnaire de la CFDT n'a-t-elle donc comme solution possible que de travailler patiemment à la clarification de l'extrême-gauche et à son développement numérique ? Cela est une chose importante et seuls des journalistes superficiels ou des bureaucrates infatués peuvent parler de « l'échec de l'extrême-gauche ». Mais la tâche plus importante encore : assumer ses propres responsabilités syndicales en constituant une tendance syndicale de lutte de classes. C'est à dire une tendance qui partant constamment des revendications partielles vise à leur unification, partant des luttes locales vise à leur coordination, à leur généralisation dans la perspective d'une grève générale susceptible de mettre Giscard à terre et d'imposer le gouvernement des organisations ouvrières. Une force qui réponde à Moreau (responsable du secteur politique de la CFDT) : « Eh bien justement, puisque mai 68 n'a pas abouti faute d'un débouché politique, maintenant qu'un tel débouché existe, préparons un nouveau mai 68 ».

Cette force a dans les conditions actuelles du mouvement ouvrier français un rôle stratégique à jouer parallèlement aux organisations révolutionnaires. Elle peut être dans le cadre d'une crise révolutionnaire la force reconnue par des dizaines de milliers, voire de centaines de milliers de travailleurs capables de s'opposer efficacement aux manœuvres réformistes en faisant en sorte que « l'expérience de la gauche au gouvernement » ne débouche ni sur Wilson ni sur Allende, mais sur le socialisme.

Nous avons pu parfois défendre de façon dogmatique le droit de tendance laissant parfois croire que finalement notre but dans le travail syndical n'était que de nous construire notre petite tendance bien à nous, bien rouge ! Ceci n'a jamais été notre position. Au contraire nous expliquions qu'il y avait 3 grands courants dans la CFDT, un courant social-démocrate traditionnel, un courant « socialiste à la chilienne », un courant révolutionnaire. Aujourd'hui, sous la houlette d'Edmond Maire, les 2 premiers courants se retrouvent ou vont se retrouver dans le PS. Le troisième courant ne peut avoir comme relais politique une des organisations d'extrême gauche. Il doit assumer ses responsabilités en grande partie seul. Le pourra-t-il ?

René Yvetot.



COURRIER DES LECTEURS

A PROPOS DE L'ECHELLE MOBILE

L'article du N° 257 sur l'échelle mobile nous a valu un abondant courrier. Nous publions ici trois lettres de lecteurs et une première réponse. Le débat reste ouvert.

ECHELLE MOBILE A POINT EGAL

Camarades,

Dans « Rouge » n° 256, un article intitulé « Questions sur l'échelle mobile » nous semble ne pas mettre suffisamment l'accent sur certains caractères de la hiérarchie salariale, et en arrive à énoncer certaines affirmations, justes sur le fond, mais insuffisamment expliquées et pouvant donc prêter à confusion (notamment à propos du partage de la masse salariale).

Il est tout-à-fait juste de lutter pour que l'inflation ne soit pas utilisée par les patrons pour rogner le pouvoir d'achat des salariés. On peut dès lors avancer le mot d'ordre de réajustement automatique de la masse salariale.

Mais ce mot d'ordre « défensif » peut s'accompagner d'un autre beaucoup plus offensif, qui est le mot d'ordre de redistribution de ce réajustement sous forme d'augmentations égales pour tous.

Offensif pourquoi ? parce qu'il ne se contente pas de protéger contre la hausse des prix les résultats obtenus pendant des périodes de lutte nécessairement espacées (par exemple 200 F pour tous), mais qu'il remet en cause à tout moment un des piliers de l'exploitation capitaliste à l'heure actuelle dans les pays développés : la pyramide salariale, qui permet à chaque couche intermédiaire entre l'OS et le PDG d'aspirer à une part de la plus-value, phénomène général chez les cadres, qu'ils soient

totallement parasitaires par rapport à la production (maîtrise, gestion...) ou non (ingénieurs), et qui les lie au patron. Penser qu'en ne touchant pas à leur pouvoir d'achat (ce qu'on ne peut faire qu'en limitant les revendications des autres salariés) on peut leur faire prendre, de manière durable surtout, la part de la classe ouvrière est oublier qu'on renforce ainsi la chaîne qui les lie au Capital.

Cela veut-il dire qu'il ne faut pas défendre la revendication d'échelle mobile ? Evidemment non. Mais il faut bien voir qu'elle correspond à un certain état de la prise de conscience de la classe ouvrière (que les directions des organisations ouvrières n'ont pas éduquée contre la hiérarchie, bien au contraire : cf. celle de L'UGICT) et peut permettre, dans certaines situations conjoncturelles, de créer un rapport de forces plus favorable en associant une partie des cadres à la lutte. Mais dans les nombreuses boîtes où la hiérarchie est remise en cause par les travailleurs et où les cadres se tiennent à l'écart des luttes (s'il ne cherchent pas hélas souvent à les saboter), le mot d'ordre d'échelle mobile de la masse salariale avec redistribution uniforme (quelquefois appelée échelle mobile à point égal) peut sembler valoir beaucoup plus que la peine de se battre à nombre de travailleurs.

Salut fraternel.
CR 14é

ECHELLE MOBILE NON HIERARCHISEE

Chers camarades,

Je ne suis pas convaincu de la démarche de l'article « questions sur l'échelle mobile » qui vise essentiellement à fournir des arguments contre le mot d'ordre d'échelle mobile non hiérarchisée.

De la même manière que le mot d'ordre « paiement des jours de grève » n'est pas utopique ou irréaliste (91) la revendication d'une échelle mobile non hiérarchisée, dont l'obtention provoquerait une augmentation du pouvoir d'achat des bas salaires à mesure que les prix augmentent n'est utopique et irréalisable qu'en l'absence de mobilisation. Alors pourquoi écarter si rapidement cette revendication ? Que penseriez-vous de gens qui écriraient à propos du mot d'ordre de paiement des jours de grève : « cette revendication sera ressentie comme utopique. De fait, contrairement, les ouvriers ne travailleraient pas et seraient payés ! ». Alors pourquoi, à propos d'un type d'échelle mobile non hiérarchisée, écrivez-vous : « Cette revendication sera ressentie comme utopique. De fait, contrairement, les petites catégories verraient leur pouvoir d'achat croître avec l'inflation ! ? »

Ca sonne bizarrement... dans Rouge.

Est-ce que la question n'est pas celle de la façon dont le prolétariat gagne les

couches moyennes ? Nous nous battons pour le pouvoir d'achat des cadres, de tous les cadres ? Tu écris « refuser l'application de l'échelle mobile aux cadres reviendrait par ailleurs...etc » comme si c'était ceux qui défendent l'échelle mobile non hiérarchisée, qui refusent le maintien du pouvoir d'achat des cadres et non le patron. Tu écris aussi « l'échelle mobile ne modifie pas la hiérarchie des salaires, elle la maintient stationnaire ». D'accord en période d'inflation, mais il reste que l'écart, la différence entre les salaires croît après application de l'échelle mobile : dans une période où les prix baisseraient, on aurait abouti à un accroissement de la hiérarchie mais pas à son seul maintien.

Elaborer une revendication d'échelle mobile non hiérarchisée « qui garantisse le pouvoir d'achat de tous les salariés qui gagnent jusque vers 3000Frs par mois (par exemple) » et argumenter sur la base de cette revendication me paraîtrait juste (dans la CGT et vis-à-vis de la gauche CFDT) que la gymnastique inverse.

Donc, à toutes fins utiles, je te signale que l'article en question ne m'a pas convaincu.

Un diffuseur de Rouge

« JE NE ME BATTRAIS JAMAIS POUR DEFENDRE LEUR POUVOIR D'ACHAT... »

Chers camarades,

Je vous écris le plus succinctement possible, à propos de l'article « questions sur l'échelle mobile » page 5 de Rouge N°256.

Autant je trouve que sur des thèmes comme l'armée, la nature du pouvoir, l'internationalisme, le racisme, l'analyse de l'URSS, etc., votre analyse est cohérente, autant pour ce qui est de l'échelle mobile, je trouve que vous marchez complètement à côté de vos pompes !!

Vos explications m'ont fait sauter au plafond (sans rire !). Pour pas m'éterniser, je prendrais 2 points qui me semblent primordiaux :

1) « Le but de l'échelle mobile (avec lequel vous êtes d'accord) est de maintenir le pouvoir d'achat de chacun ou il est, l'échelle mobile ne modifie pas la hiérarchie des salaires »

2) Votre pseudo calcul du début de l'article, où le cadre et l'ouvrier subissent tous deux une perte de pouvoir d'achat de 1,9 %

A propos du point 1 :

Je travaille sous les ordres de chefs de service qui gagnent 8000 Frs par mois, et de chefs de départements qui gagnent 12000Frs par mois.

Je peux vous garantir, que connaissant parfaitement leur valeur professionnelle depuis 3 ans, voilà des salariés (car c'en est) pour lesquels je ne me battrais jamais pour défendre leur pouvoir d'achat.

Tout le monde a entendu parler de directeurs de banque qui gagnent 40000Frs par mois.

Eh bien personnellement, je ne suis pas d'accord avec vous pour me battre sur une

revendication qui garanti le pouvoir d'achat de chacun, c'est-à-dire entre autres de ceux-là.

Je suis pour qu'on leur ramène immédiatement leur salaire à 5000Frs maxi par mois, à tous ces chefaillons à la gomme !!

A propos du point 2

Il m'avait semblé que vous étiez généralement bien informés, et à ce titre vous devriez savoir que la notion d'indice de hausse de prix moyen est une hérésie ! Les travailleurs de l'INSEE ont publié une brochure excellente là-dessus.

En bref, les prix alimentaires n'augmentent pas de la même façon que les prix des services, et ces prix n'entrant pas pour la même proportion dans les salaires des cadres et des ouvriers, il est stupide de prétendre que chacun subit la même perte de pouvoir d'achat en % (généralement, en ce moment, les cadres subissent une baisse moins forte que les ouvriers)

Se battre sur des chiffres aussi bidon et aléatoires, c'est faire des comptes d'apothicaire.

Vous offusquez pas pour le ton, je suis toujours comme ça.

Vous découragez quand même pas, on a encore du chemin à faire.

Ci-joint 2 tracts de ma section que je vous conseille de publier (sans marquer la tête S.V.P.)

L.G.

Sympathisant du F.C.R.

Représentant syndical CFDT auprès du comité d'entreprise.

Réponse :

1) Tu as raison de soulever le problème de l'indice, non abordé dans l'article (faute de place). Tout indice d'origine patronale doit être absolument rejeté. Dans l'immédiat, nous devons exiger la référence aux indices syndicaux. Ceux-ci ont au moins le mérite - en particulier l'indice CGT - d'être établi par des témoins plus objectifs et de s'appuyer sur une répartition des dépenses entre différents postes (alimentation, logement, habillement...) plus proche de la réalité d'un ménage à faible budget.

Faut-il alors exiger autant d'indices que de tranches de consommation ? Ce serait bien là faire des comptes d'apothicaire ! Basons nous sur un indice reflétant au mieux le coût de la vie des petits budgets. On dira qu'un tel indice favorisera les gros salaires ? En général ceux-ci n'attendent de toute façon pas après l'indice et comptent davantage sur le patron. Nous reviendrons sur cette question.

2) Ta réaction indignée face à « la défense du pouvoir d'achat de chacun » - donc des cadres - est compréhensible. Mais que peux-tu proposer d'autre ? Il n'y a pas 36 solutions. Ce peuvent être :

a) L'échelle mobile en « égale pour tous ». Nous avons vu qu'elle conduit à une revendication ressentie comme utopique si l'on veut par elle défendre le pouvoir d'achat y compris des salariés touchant jusque vers 2500-3000Frs par mois. Au rythme actuel de l'inflation (20% par an) cela reviendrait à exiger 500Frs ou 600Frs pour tous, dans l'année. Tu reconnaitras qu'il faut une sacrée mobilisation pour que les travailleurs adoptent cette revendication, et l'imposent au patron. D'autant qu'un an plus tard il faudra recommencer. Et le pouvoir d'achat de ceux qui gagnent plus de 2500Frs ou 3000Frs par mois n'est pas préservé.

b) Une échelle mobile différenciée par paliers. C'est ainsi qu'une militante de chez Jaeger nous signale que les travailleurs ont obtenu l'accord suivant : salaires inférieurs à 1500Frs : 16F50 d'augmentation par point d'indice INSEE
Salaires compris entre 1500 et 2500Frs : 1% par point INSEE
Salaires compris entre 2500 et 3500Frs : 0,75% par point.
Salaires compris entre 3500Frs et 5000Frs : 0,50% par point.

Quelles que soient les raisons qui ont poussé le patron à accepter un tel accord (volonté d'accroître la part du « mérite » dans les augmentations de salaires qu'il attribuera à ses cadres), on voit tout de suite qu'une revendication aussi différenciée, catégorie par catégorie, perd tout le caractère unitaire que présente la revendication d'échelle mobile. De plus il faudrait inclure à la revendication une clause d'indexation

des paliers. Faute de quoi, tout le monde risquerait fort de se retrouver sous peu dans la tranche au dessus des 1500Frs... et devoir à nouveau son pouvoir d'achat diminuer régulièrement.

c) Une échelle mobile qui s'applique « jusqu'à un certain niveau ». En principe, on n'est pas contre cette revendication. Tout est dans la définition « du certain niveau ». Où le fixer ? 3000Frs ? 4000Frs ? 5000Frs ? On voit toute la part d'arbitraire.

Et surtout, ce fameux niveau n'empêchera nullement le patron de verser des salaires mirifiques à qui il entend. Ton chef de département gagnera toujours 12000Frs par mois et même davantage s'il arrive à tirer un meilleur rendement des petits salariés. La définition d'un niveau maximum d'application de l'échelle mobile prouve certes une satisfaction « morale » mais reste d'une piètre efficacité dans la lutte contre la hiérarchie. Que le patron paye cher ses chiens de garde, nous n'y pouvons rien aujourd'hui. Cela ne doit ni nous empêcher de défendre efficacement notre pouvoir d'achat, ni bien sûr nous empêcher de nous battre pour le relever fortement autour de revendications d'augmentations égales pour tous. Là, nous nous appuyons sur notre unité et notre mobilisation - et par là nous commençons à nous battre réellement contre la hiérarchie.

3) Quelques mots à propos du tract de ton syndicat. On y lit, à propos des augmentations en pourcentage :

« Toutefois comme nous sommes pour réduire au maximum l'injuste grille des salaires (et la grille hiérarchique qui lui correspond), nous pensons que cette catégorie de travailleurs (il s'agit des techniciens et ingénieurs.NDRL) doit enoncer à creuser encore l'écart, dans le but de renforcer la nécessaire unité entre tous ceux qui veulent se battre contre le patronat. »

Soit ces augmentations en % s'ajoutent à une garantie déjà existante du pouvoir d'achat. Alors, indépendamment de tout point de vue catégoriel, nous mettons en avant une augmentation égale pour tous, pour un montant mobilisateur (par exemple 200Frs ou plus)

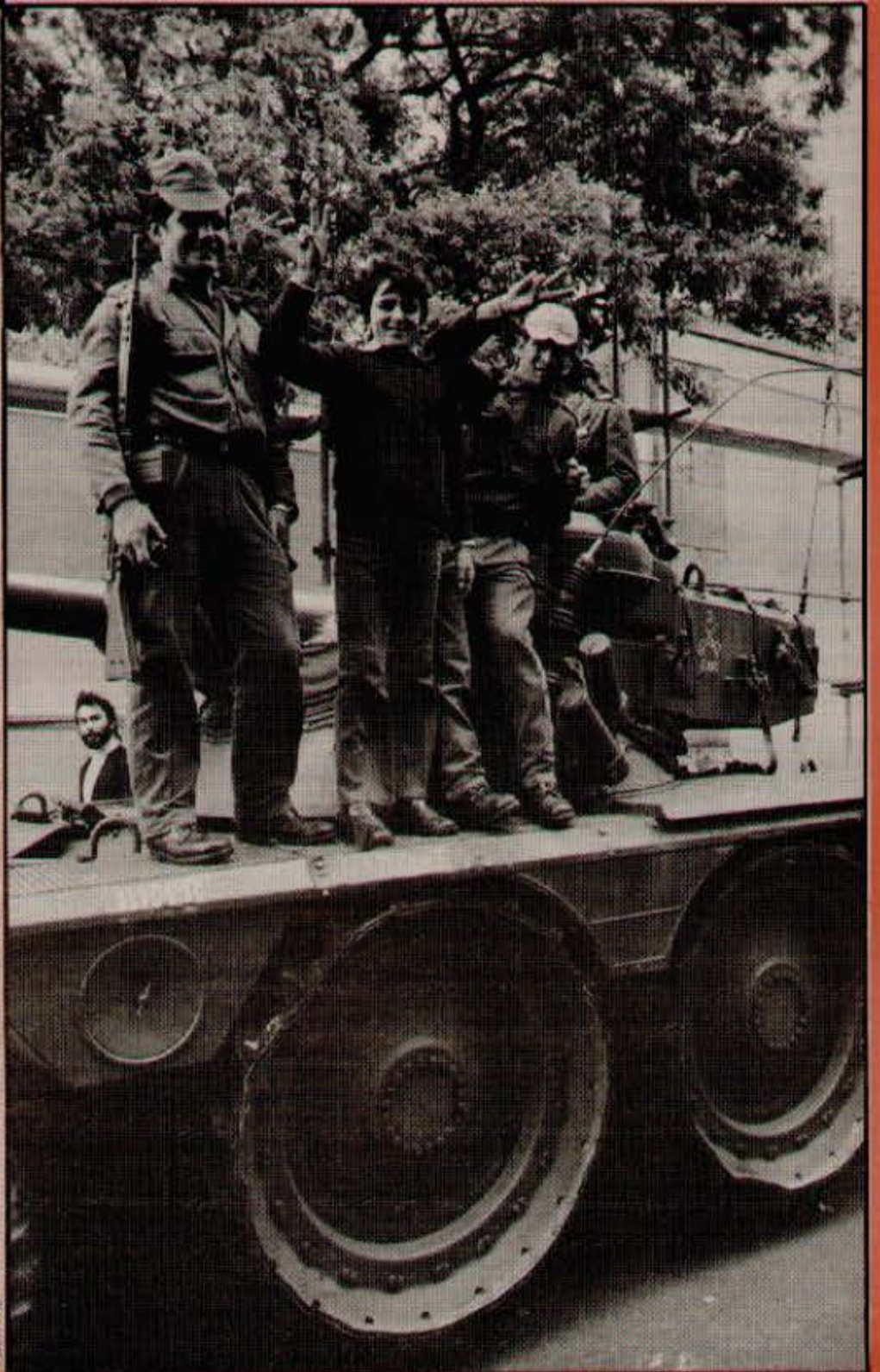
Soit ces augmentations ne correspondent qu'à un rattrapage : auquel cas cette phrase n'est rien moins qu'un appel aux techniciens et ingénieurs à se serrer la ceinture pour que les petites catégories augmentent leurs salaires. Autrement dit, le syndicat accepterait de voir le patron léser certaines catégories de personnel pour en « favoriser » d'autres. On retrouve là la notion inacceptable de « partage de la masse salariale ».

la troupe fraternise avec les ouvriers... l'armée poursuit la guerre coloniale



Pour symboliser les types de rapports qui existent aujourd'hui entre les travailleurs portugais et les forces armées, deux images parmi d'autres :

La première, on la voit sur une affiche - poster, omniprésente dans toutes les vitrines : un charmant bambin blond et joufflu se dresse sur la pointe des pieds pour placer un œillet rouge dans le canon d'un fusil. Le fusil est maintenu debout par trois robustes poignes. Les manchettes apparentes laissent deviner que les trois armes sont là représentées. En discrètes lettres rouges, on lit en haut de l'affiche une simple mention : « 25 avril 1974 »... La seconde, c'est celle du déroulement d'une assemblée générale à l'usine Timex. La grève se prolonge. La junte s'impatiente. Les militaires sont là et quadrillent la salle. Ils jouent encore les « messieurs-bons-offices », mais imposent la présence du conseil d'administration, contrôlent l'ordre du jour, limitent les temps d'intervention, exigent des votes à bulletins secret...





Gamma

Alors, par delà les mythes et la démagogie populiste, qu'en est-il de l'armée portugaise ?

L'enfant à l'œillet rouge peut paraître une dérisoire image d'Épinal. Elle ferait moins sourire toutefois si elle n'était cautionnée par des dirigeants ouvriers. A commencer par ceux qui trônent au Gouvernement provisoire croupion, mis en place par la junte. Si elle ne permettait pas à Spino-la-boucher de poser au démocrate de toujours. Déjà, deux mois après le golpe du 25 avril, les œillets se fanent. Si à Timex la présence des forces armées est encore ambivalente, on apprend, quelques heures seulement après le « cassage » de la grève des 35 000 travailleurs de la CTT (PTT portugaise) que l'armée devait intervenir en cas de prolongation du conflit, non plus en tant que médiateur, mais bel et bien pour occuper les centres de tri et remettre en route certains acheminements « prioritaires ».

Alors, par delà les mythes et la démagogie populiste, qu'en est-il de l'armée portugaise ?

La durée même de l'intervention (plus de 10 ans) a eu un effet extraordinairement corrosif sur cette armée

La vieille caste militaire portugaise, aristocratique, familière des intrigues de cours, des manœuvres de chambres et d'anti-chambres a été durement secouée par le déclenchement de la lutte armée dans les « possessions » africaines. Finies les carrières douillettes. Non seulement il a fallu retourner sur le terrain, mais en plus il a fallu se confronter à des formes de luttes nouvelles, déroutantes. L'armée portugaise de par le simple jeu de la mobilisation massive a immédiatement posé des problèmes considérables à son Etat-major : gonflement énorme des effectifs, responsabilisation rapide des jeunes officiers, montée en grade des appelés, tout cela a très vite posé à cru la question de l'encadrement.

La durée même de l'intervention coloniale (plus de 10 ans) a eu un effet extraordinairement corrosif sur cette armée. Là se trouve la racine du mécontentement, puis de l'hostilité ouverte qui s'est développée dans les rangs des officiers subalternes, et même au sein

de l'Etat major. Pas une once d'anti-colonialisme dans tout cela ! Mais plutôt le refus de se battre dans un conflit sans issue politique tangible et à la logique militaire désespérée. Le refus de continuer à risquer sa peau pour une solde dérisoire, et dans des conditions épouvantables. Un capitaine, golpiste moyen, explique volontiers et quasi naïvement que si la guerre avait été menée « à l'américaine », avec femmes à la halte, ravitaillement à la demande, permissions fréquentes et solde confortable, Caetano serait toujours en place.

Raison de taille également au mécontentement de la caste militaire : la « concurrence » des appelés, la montée des jeunes cadres. Lesquels remplissaient - et remplissent toujours - des fonctions très nettement au dessus de leur grade. Cette « concurrence » combinée à l'immobilité des vieilles peaux de l'Etat-major, réputées de surcroît incapables de mener la guerre, rendait problématiques les perspectives d'avancement et de promotion.

Ces tensions classiques au sein d'une armée coloniale se sont muées en crise ouverte, de par la durée du conflit. L'usure s'est transformée en amorce de décomposition.

On n'a pas assez souligné que si une partie de la bourgeoisie a encouragé et soutenu le coup d'Etat militaire dans l'espoir de débloquer une situation alarmante, et quitte à courir un risque dont les mobilisations du 1er mai ont donné un avant goût, c'est aussi pour préserver la décomposition totale de ce pilier central de l'Etat qu'est l'armée. De cette décomposition et du foyer de crise permanent entretenu autour de l'armée les déserteurs donnent une modeste idée !

Si une partie de la bourgeoisie a encouragé et soutenu le coup d'Etat militaire c'est aussi pour préserver la décomposition totale de ce pilier central de l'Etat qu'est l'armée

Pour cette opération risquée, ces franges « dynamiques » de la bourgeoisie savaient pouvoir compter sur certains cadres militaires. De ces cadres, Spino-la est sûrement l'élément le plus représentatif, et même : sans être un aigle politique on peut considérer que c'est lui qui vote le plus

haut dans la basse cour militaire. Formé comme les autres au moule fasciste sur les terrains d'Espagne et d'URSS il a en plus appris en profondeur de la guerre coloniale. Et si Spino-la a su faire assassiner Cabral, il a su aussi apprendre de lui ; et sa compréhension (en négatif bien sûr) des soulèvements populaires n'est pas une mince donnée dans la situation actuelle.

Qu'un Spino-la, intelligente crapule sanglante, ait pu s'imposer si facilement aux hommes du Mouvement des Forces Armées en dit long sur les ambiguïtés de ce « mouvement ». En fait, il faut être aveugle et amnésique pour prêter au MFA une quelconque nature progressiste.

Le 25 avril, journée d'illusions ? Journée des dupes ?

Le 25 avril, journée d'illusions ? C'est évident. Journée des dupes ? Peut-être. Il est trop tôt pour le dire. Mais ce qui est certain c'est qu'un des artifices qui a vite volé en éclats, c'est celui de l'unité du MFA, l'unité entre capitaines appelés et capitaines professionnels.

Le moindre des observateurs pouvait déjà remarquer aux alentours du 25 qu'une sourde rivalité opposait les cadres réactionnaires de l'aviation (qui est très limitée en effectifs au Portugal) et l'aile marchante « radicalisée » de la Marine. Querelle classique. Mais plus profondément il était clair que l'alliance entre les miliciens et les professionnels n'était que conjoncturelle.

Le « mouvement des capitaines » est dans son origine même un réflexe de sauvegarde des privilèges des « professionnels » face aux « collègues » appelés, à leur envahissante responsabilisation. Ce n'est que dans la dernière phase de la crise que les appelés ont été mis dans le coup. C'est en partie leur dynamisme qui a permis de franchir le pas décisif face à la hiérarchie sclérosée. Surtout eux qui souvent étaient travaillés par les idées de gauche, qui étaient hostiles à la poursuite de la guerre et évidemment à Caetano, il était possible de les utiliser de manière sélective comme masse de manœuvre, comme caution populiste à l'opération. Gain non négligeable en prime : ils permettaient, par leur engagement dans le MFA de dévoyer la colère montante dans la troupe.

Le « débordement » inattendu du 1er mai est l'indice d'une myopie politique réconfortante

Comprenons bien : il serait erroné de prêter trop de machiavélisme aux hommes responsables du 25 avril. Au niveau des militaires, toutes ces variables mal maîtrisées sont au contraire la preuve d'une pensée politique et d'un dessein assez frustes. Face à ces données, qui toutes comptent, un Spino-la joue serré. Le « débordement » inattendu du 1er mai est l'indice d'une myopie politique réconfortante. Mais si le « débordement » a été sous-estimé, le risque de « détournement » lui, avait bien été envisagé. Nous connaissons maints capitaines, hommes de gauche ou soupçonnés tels, soigneusement mis à l'écart non seulement du golpe, mais de tous les débats antérieurs. Des casernes entières réputées, à tort ou à raison, favorables aux idées de gauche du fait d'un encadrement suspect n'ont appris le golpe que par la radio. Quant au populisme démagogique qui fleurit maintenant ; rappelons que pas un seul homme de troupe, à l'aube du 25 n'avait idée du but des « manœuvres » si importantes auxquelles ont le con-viait !

Il n'était pas prévu que les travailleurs se lèvent aussi massivement et que dans la flambée de l'enthousiasme on entende le mot « socialisme »

C'est l'enthousiasme soulevé en dehors de l'armée elle-même par la chute de Caetano et de son gang qui a cimenté l'union au sein du MFA, de ces capitaines aux idées non seulement floues mais largement contradictoires. Il a fallu ainsi supporter la mise en avant des officiers appelés, qui naturellement se sont trouvés les plus à même d'assurer l'image de marque des militaires. Ils étaient également un rempart, fragile mais réel, à la dynamique de fraternisation entre la troupe et les travailleurs. Encore une fois, pas de machiavélisme : on est dans le domaine du subi et pas du volontaire. Ce que la junte ne peut pas contrôler, elle feint de le diriger. Avec plus ou moins de bonheur.

Ceux qui voulaient le changement dans l'ordre et la discipline ont certes eu le changement, mais avec une situation largement incontrôlée à la clé. Il n'était pas prévu que les travailleurs se lèvent aussi massivement et que dans la flambée de l'enthousiasme on entende le mot « socialisme ». Il n'était pas prévu que les soldats et marins fraternisent en masse avec les manifestants, qu'ils défilent sous les drapeaux rouges, qu'ils ne se contentent pas de l'innocent « V » de la victoire et qu'ils préfèrent défiler en levant

Un mouvement ouvrier en pleine recomposition après 50 ans de dictature

le poing fermé. Ce qui évoque tout autre chose... Les assemblées générales dans les casernes et les bases on suivi et l'élaboration de cahiers de revendication, et des grèves et la structuration de comités, et l'apparition de nouveaux journaux mureaux dans les casernes, et l'établissement de liens serrés avec certains secteurs d'avant-garde d'un mouvement ouvrier en pleine recomposition après 50 ans de dictature. Tout cela n'était pas prévu.

Le 25 avril, c'est l'irruption brusque de l'armée sur la scène politique. D'une certaine manière, c'est une diversion par rapport à la crise qui la ronge, mais loin de la résoudre, elle l'accroît, crée des contradictions nouvelles, d'une nature infiniment plus dangereuse. Loin d'enrayer le processus de décomposition, le 25 en mettant les enjeux à

un degré plus haut, clarifie les perspectives. C'est un peu plus d'acide jeté sur cette peau malade.

Alors, maintenant, l'armée est l'objet d'un enjeu absolument décisif, dans une période où le facteur temps est déterminant. Pour débloquer la situation coloniale, il a fallu pulvériser bonne partie de l'appareil que Caetano avait reçu en héritage de Salazar. Mais démanteler partiellement certaines instances clés de l'appareil d'Etat, comme le PIDE, comme la police (qui connaissait déjà une crise de recrutement et qui actuellement est sans conteste la police la plus démoralisée du monde), sans parler de pans entiers de l'administration fasciste, c'est perdre en partie le contrôle de la situation en métropole.

Endiguer la combativité ouvrière, c'est maintenant la tâche des réformistes et des staliniens

Il y avait un pari : le mouvement ouvrier, écrasé par cinquante années de domination salazariste ne relèverait pas immédiatement la tête. Le 1^{er} mai a montré que le calcul était trop peu hardi. C'est la raison de la présence des ministres « communistes » et socialistes au gouvernement provisoire croupion. Endiguer la combativité ouvrière c'est maintenant la tâche des réformistes et des staliniens.

Mais il s'avère dès maintenant que les garanties offertes ne sont pas à terme suffisantes, et que si, pour l'heure, les dirigeants du PS et du PC — encore que bien difficilement — parviennent à maîtriser la situation, c'est fondamentalement sur l'armée que repose tout l'édifice.

Cette machinerie d'Etat déboussolée, il faut la renouveler, cet appareil qui grince et qui grippe il faut le réformer. Cette tâche considérable, c'est paradoxalement cette armée en faillite qui est la seule à même de la mener à bien. Cet instrument pourri est le seul sur lequel la bourgeoisie puisse compter.

La bourgeoisie et son expression politique actuelle, la junta, ont leurs idées sur les remaniements à effectuer. Mais il faut se garder de prendre pour argent comptant les projets exprimés. Ce qu'ils veulent faire est parfaitement limpide, mais ce qu'ils peuvent effectivement réaliser dépend uniquement des capacités de riposte de la classe ouvrière. Il faut saisir à quel point la marge de manœuvre de la bourgeoisie, à tous points de vue, est restreinte. Elle peut devenir parfaitement nulle. Les tâches des militants révolutionnaires sont là parfaitement écrasantes.

Reconvertir l'armée d'intervention coloniale en armée de guerre civile

Quelles sont les données essentielles du « problème armée » pour la bourgeoisie ? En gros deux axes :

— d'une part se servir de la hiérarchie militaire pour renouveler et contrôler le personnel de l'appareil d'Etat, s'en servir comme réservoir de cadres et comme charpente. Il est évident que les jeunes loups du MFA ne seront pas oubliés dans le partage des postes, ce qui aura l'inestimable avantage de diviser rapidement le « mouvement ».

— d'autre part, assurer le dégageant en douceur dans les territoires africains et reconvertir l'armée d'intervention coloniale en armée de guerre civile. C'est sûrement là que se posent les problèmes les plus ardu.

Les deux opérations doivent se mener simultanément pour éliminer rapidement tout le flou et toute l'instabilité de la situation actuelle.

Mais ces opérations qui se mènent — ou veulent se mener — sur la base d'une armée partiellement décomposée et dans un temps où jamais les liens n'ont été aussi étroits entre le mouvement ouvrier et la troupe, posent de fantastiques problèmes. Deux exemples suffisent pour le comprendre :

— **L'intervention coloniale :** Spinola est maintenant clair. Ce sera encore long, très long ! Le désengagement n'est pas pour demain. Mais en même temps, chaque jour prolongeant la guerre fait de l'armée un instrument de moins en moins fiable, accentue la crise.

Mettre fin à la guerre ! C'était — c'est encore — la « revendication N° 1 » de toutes les assemblées générales de soldats et de marins. Le droit de ne plus tuer et de ne plus se faire tuer ! C'est de cela qu'il s'agit, au minimum. Pour les plus conscients, une compréhension clairement anti-coloniale commence à se manifester, comme à L'EPE (Ecole pratique des ingénieurs militaires) de Lisbonne où les Cadets constituent un comité contre la guerre sur des bases explicitement révolutionnaires. La junta sait que ces A.G. se tiennent. Elle sait ce qui s'y discute et ce qui s'y refuse. Elle cherche à contrôler en déléguant des observateurs du MFA... qui souvent comprennent trop bien. La reprise en main n'est vraiment pas facile, même si, formellement l'ordre règne à peu près. A peu près !!! Un des artifices est par exemple de donner aux A.G. ou aux comités le statut d'associations culturelles ! Les apparences sont sauves.

La junta sait aussi que tous les jours des lettres parviennent des colonies,



Garraza

par mille canaux, protestant contre la guerre, demandant, exigeant la solidarité des civils, parents, amis et camarades de travail. Ces lettres sont souvent publiées dans la presse. Elles sont reproduites en tracts. Elles sont discutées dans les entreprises et comprises pour ce qu'elles sont : le démenti hurlant aux mensonges des Spinola, Soares et consorts. La boucherie continue, malgré les belles promesses.

Ce sont maintenant des meetings et des manifestations massives... en dépit de la hiérarchie et de la PIDE reconvertie là-bas en police militaire

Les manifestations contre les départs de troupes réunissent encore peu de monde, car elles sont mal organisées par des courants révolutionnaires écrasés par de multiples tâches. Mais l'hostilité à ces départs, tant dans la troupe que dans la population civile est absolument générale.

Comment la junta riposte-t-elle ? Elle a choisi de réprimer le courant le plus sectaire, le plus caricatural de l'extrême-gauche, le MRPP à travers son dirigeant S. Sanchez. Ces camarades appelaient à la désertion avec les armes. Dans la mesure où rien ne justifie plus la désertion de l'armée et où l'heure n'est pas encore venue de la lutte armée en métropole, une ligne aussi délirante isole évidemment complètement le MRPP du mouvement de masse et fait de lui une cible facile. Mais la riposte unitaire immédiate de l'extrême-gauche, impulsée par nos camarades de la LCI, a montré au gouvernement provisoire qu'il ne pouvait pas espérer aller trop loin dans cette voie. Même si au détour d'un Con-

seil des ministres, la junta a fait adopter une déclaration visant à faire traduire devant les tribunaux militaires les responsables de certains délits envers les forces armées, la voie de la répression frontale n'est pas ouverte.

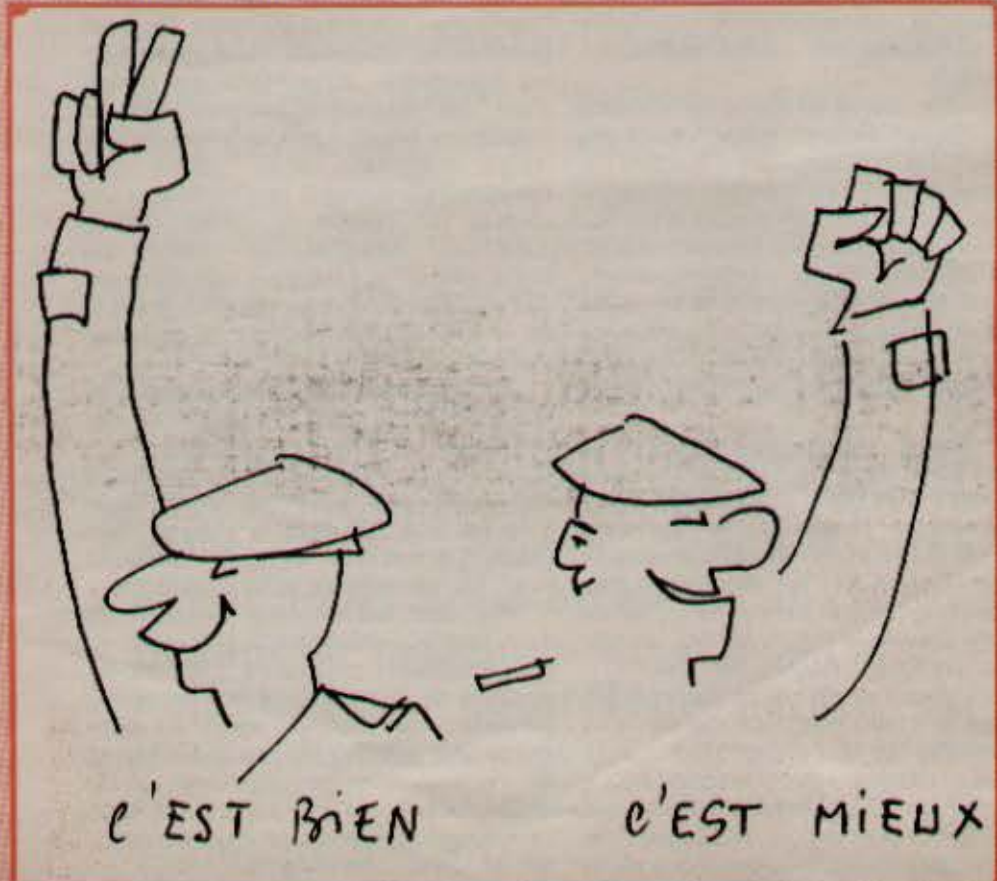
Et dans les colonies, la situation est loin d'être plus brillante. Ce sont maintenant des meetings et des manifestations massives qui se tiennent, en dépit de la hiérarchie et de la PIDE reconvertie là-bas en police militaire.

En Angola, c'est une compagnie entière, la compagnie 4519, qui refuse de se battre. Et qui en plus fait publier une déclaration donnant les raisons de ce refus, signée très clairement par tous les soldats. En Guinée, des troupes fraternisent avec le PAIGC.

Ce climat de rébellion qui se développe est loin d'être généralisé, mais depuis longtemps il a cessé d'être marginal et chaque jour de poursuite de la guerre le renforce. Spinola est ainsi pris dans une contradiction insoluble : ou bien continue la guerre, refuse les conditions des mouvements de libération pour ménager les intérêts de l'impérialisme portugais. Et dans ce cas il voit l'armée se désagréger à une vitesse ultra rapide. Ou bien il préserve l'instrument armée en lésant l'aile de la bourgeoisie qui l'a porté au pouvoir, sans parler de l'opposition à toute indépendance de certains cadres de l'Etat-Major qui pourraient se retourner contre lui. La froide réalité des faits prend de court le vieux roublard.

La reconversion en armée de guerre civile. C'est une tâche inéluctable. Le tournant s'amorce clairement avec l'intervention, encore mesurée, dans les grèves ouvrières. Avec le changement de régime et les soubressauts à court ou moyen terme qui vont en découler, il est indispensable que la bourgeoisie se dote d'un instrument capable de mater un soulèvement ouvrier.

Pour un impérialisme secondaire la reconversion d'une armée d'intervention coloniale en armée métropolitaine, opérationnelle de surcroît, dans le cadre d'un affrontement avec le mouvement ouvrier, pose des problèmes considérables : sur le plan financier et sur le plan technique bien



NEM MAIS UM SÓ SOLDADO PARA AS COLÓNIAS !



L.C.I. LIGA COMUNISTA INTERNACIONALISTA



Tract de la LCI, organisation sympathisante de la IV^e Internationale, contre le départ des troupes dans les colonies portugaises.

sûr, mais aussi sur le plan idéologique et politique. Il suffit pour s'en rendre compte de se souvenir de la crise de l'armée française à la fin et après l'intervention algérienne.

Cette reconversion, l'armée portugaise va devoir l'assumer dans des conditions mille fois plus difficiles. Quelles qu'en soient les modalités concrètes et les rythmes, la « décolonisation » secouera l'armée, notamment dans ses couches supérieures, bien plus qu'elle ne l'est aujourd'hui. Des opérations type OAS sont parfaitement envisageables, avec comme base la rage des minorités blanches d'Angola ou du Mozambique, etc. En tout état de cause, les crevures portugaises sortiront de cet épisode profondément troublées, sinon déchirées.

C'est sur cette base qu'il faudra envisager une restructuration, des changements de postes, un entraînement de type nouveau adapté à de nouvelles tâches, repenser les investissements, former des cadres, etc. Joli casse-tête !!

**Rien n'est joué
au Portugal,
Rien n'est joué
au niveau de la guerre
coloniale,
rien n'est joué
du côté des luttes
ouvrières...**

Surtout, au niveau des subalternes de la troupe, il va falloir justifier le virage. Or, cette armée est actuellement une des plus sensibles qui soit aux liens qu'elle a avec la population. On peut jouer sur le chauvinisme et le racisme pour rendre compte d'une intervention coloniale. Justifier une répression — ou une préparation à la répression — contre le mouvement ouvrier après le 25 avril n'est pas une

tâche des plus aisées. Elle peut devenir strictement impossible si l'avant-garde révolutionnaire assume correctement ses tâches.

Car c'est cela le nœud du problème. Rien n'est joué au Portugal, malgré les rododromes de Spínola et consorts. Rien n'est joué au niveau de la guerre coloniale, rien n'est joué du côté des luttes ouvrières... La clé bien sûr, est du côté des initiatives que sauront prendre les militants révolutionnaires pour augmenter leur audience et leur crédibilité au sein de la classe ouvrière.

La marge de manœuvre est restreinte. Elle doit devenir impraticable. C'est une lutte de vitesse qui est engagée, déjà. Globalement, les tâches sont écrasantes. Comment se distribuent-elles sur le strict plan de l'intervention dans et vers l'armée ?

La lutte contre la continuation de la guerre. C'est actuellement l'axe prioritaire. Il s'agit de dénoncer sans relâche les manœuvres de la bourgeoisie, et de ses porte-paroles du G.P. et de la Junta. Il s'agit de déclencher des manifestations de masse à chaque départ de troupes en Afrique, d'encourager notamment à partir des comités de soldats et de marins, non pas les désertions, mais les refus collectifs de partir, les refus collectifs de se battre. Ces insubordinations ne sont déjà plus le fait d'une minorité avant-gardiste, elles doivent s'étendre, se multiplier. Chaque démarche anti-guerre prise en charge par la troupe doit être popularisée, encouragée, soutenue concrètement. Ce qui se fait déjà de manière relativement empirique doit se systématiser, devenir la règle de fer : **soutien total aux soldats et marins qui font la guerre à la guerre !**

Dans la même logique, les militants révolutionnaires doivent développer le soutien aux luttes des peuples africains, au travers de comités anti-coloniaux unitaires.

La lutte contre la normalisation dans l'armée. Spínola et la junta voudraient faire oublier au plus tôt les soubresauts qui ont suivis le 25 avril ; réinstaurer l'ordre et la discipline, remettre la troupe au pas et briser les

**Les expériences,
même embryonnaires
même limitées
d'auto-organisation
ne doivent pas
s'évanouir**

éléments les plus radicaux du MFA.

Les expériences, même embryonnaires, même limitées d'auto-organisation ne doivent pas s'évanouir. Les assemblées générales informelles qui ont été les plus courantes, mais qui regroupaient en général 70 % des soldats d'une caserne, doivent se décanter en comités de marins et soldats, ce qui se fait dans plusieurs casernes. Ces comités, regroupant largement les éléments les plus déterminés, les plus combattifs doivent organiser la lutte contre la « reprise en main », assurer la permanence des liens avec le mouvement ouvrier.

**Il est donc
indispensable
que se développe
un Front des soldats
et marins
révolutionnaires**

La situation au Portugal, incroyablement instable, sera traversée de flux et de reflux. L'effet s'en fera sentir dans les casernes. Les comités de soldats et marins, même les plus déterminés à lutter pied à pied ne pourront à eux seuls, compte-tenu de ce qu'est l'armée et des moyens de pression dont dispose la hiérarchie, assurer une présence et une activité révolutionnaire. Il est donc absolument indispensable que se développe un Front des soldats et marins révolutionnaires, qui lui se dotera des moyens politiques et organisationnels pour enraciner des noyaux communistes dans toutes les enceintes militaires. C'est un Front de ce type que nos camarades de la LCI ont contribué à impulser avec d'autres militants. Il est la garantie de la persistance et de la capitalisation des acquis de la période ouverte par le 25 avril.

L'activité de ces noyaux communistes, combinée à celle, plus large, des comités de marins et soldats, est la condition indispensable de la désagrégation de l'appareil militaire. Dès maintenant, c'est là que se trouve le point d'appui de la lutte contre la normalisation.

Pour l'obtention des droits démocratiques.

La junta n'a pas accordé les droits démocratiques, et d'une manière générale n'a pas satisfait les revendications des soldats et marins.

Tout ce que les soldats et marins ont fait depuis le 25 : auto-organisation, discussions, pénétrations de la presse ouvrière et révolutionnaire, contacts avec le mouvement ouvrier, etc. a été imposé.

La lutte contre la discipline militaire n'a pas cessé un seul instant, au grand désarroi des officiers. Dans nombre de casernes elle est ouvertement battue en brèche, mais dans beaucoup d'autres, elle sévit avec hargne. Evidemment, la tendance générale est au durcissement. Tout dernièrement, dans la caserne de Braga un jeune soldat est mort sous les coups d'un officier à la suite d'une lutte menée par les soldats sur la question de l'hygiène.

Plusieurs grèves se sont déclenchées dans les casernes depuis le 25. A propos des conditions d'entraînement, à propos de la nourriture (qui est d'une exceptionnelle mauvaise qualité dans toutes les garnisons), etc. Ces grèves ont parfois pris la forme de menace physique claire contre les officiers fascistes, parfois se sont contentées (mais c'est déjà énorme) de prendre la forme traditionnelle de refus momentané de la bouffe.

Les cahiers de revendications élaborés par les assemblées générales après le 25 donnent un catalogue très complet des multiples aspirations de la

troupe et des sous-officiers : suppression des brimades, réduction du temps de service (quatre ans!!!), abolition des sanctions, améliorations de la bouffe, de l'hygiène, etc.

Ces revendications doivent être soutenues systématiquement, diffusées, popularisées. Elles doivent être exposées dans les enceintes militaires ou le mouvement qui a suivi le 25 a été le moins vif, mais surtout elles doivent circuler dans les entreprises.

Toutes les luttes de la troupe et des sous-officiers doivent recevoir le soutien du mouvement ouvrier. Au moment où la junta va chercher à isoler les éléments « militaires » du MFA c'est un enjeu considérable que de montrer aux officiers subalternes et aux sous-officiers où est leur véritable intérêt de classe.

**Toutes les illusions
qui planent
actuellement
sur l'armée et sur
sa nature
doivent être balayées**

Contre la construction de l'armée de guerre civile. Timex, CTT, indiquent clairement l'orientation de la junta. Ces exemples, ceux qui suivront doivent être expliqués. Toutes les illusions qui planent actuellement sur l'armée et sur sa nature doivent être balayées. Les exemples concrets de ce type ne manqueront pas hélas.

Il faudra dénoncer sans relâche les moyens tangibles dont l'armée se dotera pour se forger en instrument de lutte contre la classe ouvrière et ses organisations : les stages d'officiers dans le cadre de l'OTAN, les liens entre l'armée portugaise et l'armée brésilienne, les camps d'entraînements, les achats d'armes.

Dès maintenant, il faut mener campagne contre les officiers fascistes qui sévissent encore dans les états-majors. L'épuration qui a suivi le 25 a été plus que relative dans l'armée. Les gueules les moins présentables ont disparu, mais l'essentiel de la racaille est encore là. Prêt à sévir un jour. On voit déjà des « amicales » se constituer. Au cas où... Le passé de ces messieurs doit être remis à jour, leurs hauts faits d'armes rappelés.

Chaque comité, chaque noyau révolutionnaire doit être un centre de vigilance à l'égard de la hiérarchie et de ses manœuvres.

**Rarement au Portugal
la conscience du soldat
« travailleur sous
l'uniforme »
n'a été aussi nette...**

Rarement comme au Portugal, la conscience du soldat « travailleur sous l'uniforme » n'a été aussi nette. Dans les casernes et les bases, mais aussi dans les entreprises et les fics. La troupe n'est pas coupée actuellement de la population civile, comme c'est le cas dans d'autres pays. Plus : les travailleurs associent spontanément les soldats et marins à leurs préoccupations. Nombre de tracts ou déclarations s'adressent directement aux « ouvriers, soldats, marins ». Il y a là un acquis formidable pour le développement des luttes.

Le mouvement ouvrier portugais en recomposition, qui se redonne actuellement ses moyens propres d'expression et d'action, notamment à travers la construction d'un syndicat libre de tout lien avec le pouvoir, doit assurer le maintien de cette solidarité avec les travailleurs sous l'uniforme.

Par delà les illusions nées du 25 avril, face aux menaces de la junta et du gouvernement provisoire, la fraternisation se fait entre la troupe et les travailleurs et doit se muer en antimilitarisme révolutionnaire à un niveau de masse. Avec le problème de la recomposition d'un appareil d'Etat, l'armée est actuellement l'enjeu essentiel, la cible déterminante.

LA CONFERENCE PAN EUROPEENNE DE SOLIDARITE CHILI

La Conférence Pan-européenne Solidarité Chili a réuni à Paris les 6 et 7 juillet, venus de toute l'Europe (« de l'Atlantique à l'Oural ») à l'exception de l'Islande, de Malte et de l'Albanie, des délégués représentants (souvent au plus haut niveau) des partis communistes, des partis sociaux-démocrates, des partis radicaux, des organisations de jeunesse communistes, socialistes, radicales, des syndicats adhérents ou non à la F.S.M.; le « courant chrétien » était marqué par la présence de la J.O.C. mais aussi d'un archevêque orthodoxe d'URSS; les « gaullistes » y trouvaient eux aussi droit de cité avec le Front progressiste. Une telle réunion ne s'était pas réalisée depuis des décennies. Il s'agit d'un événement par sa tenue elle-même, par son thème et par ses prolongements possibles.

A l'origine de cette conférence, le Comité Solidarité Chili dont le bureau comprend les sept de l'U.G. (PC, PS, MRG, PSU, CGT, C.F.D.T., FEN.). Dans ce comité la FEN par sa place particulière dans le mouvement ouvrier joue un rôle clef, relai déterminant de François Mitterrand avec lequel les liens se sont resserrés à l'occasion des présidentielles.

La réunion prévue de longue date a été reportée plusieurs fois en raison non seulement des opportunités propres à chaque pays mais surtout des difficultés de définition politique de la conférence (bases politiques de l'appel, forces représentées, etc.) De telles difficultés apparaissent avoir reflété aussi bien les problèmes de mise sur pied de la coordination de la Résistance chilienne que les problèmes européens des courants sociaux-démocrates et stalinien. Ce n'est que le 19 juin que les dirigeants nationaux des sept appelaient enfin à cette conférence.

La conférence a lancé un « appel à l'opinion publique internationale » POUR

— que cesse « l'état de guerre interne »

— que cessent les arrestations arbitraires, les tortures, les jugements sommaires

— que soient rétablies les libertés élémentaires, civiques, démocratiques et syndicales, la dignité et les droits de l'homme

— que le droit d'asile soit respecté et des sauf-conduits accordés à tous les réfugiés dans les ambassades.

— que soient mis en liberté les dirigeants de l'UP, menacés par des procès préfabriqués et dont les vies sont en danger, notamment Luis Corvalan, Clodomiro Almeyda, Carlos Morales, Fernando Florès, Pedro Felipe Ramirez et tous autres dirigeants de l'UP ainsi que les membres des forces armées fidèles à la Constitution.

— que soit donnée connaissance du sort des militants disparus tels que Gustavo Rous et Van Schowen.

— que soient libérés tous les militants de la résistance populaire et tous les détenus politiques des prisons, camps d'internement et des îles de déportation...

• Le texte de l'appel sera communiqué à tous les gouvernements et organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales intéressées

• Inviter les groupes, commissions etc. du monde qui traitent des violations des droits au Chili, à envoyer des observateurs et des juristes afin d'enquêter sur les procès devant les tribunaux militaires au Chili.

• Inviter de même le Secrétaire général de l'ONU à prendre toutes les mesures appropriées pour mettre un terme aux violations grossières des droits civiques... Enquêter sur les procès actuels ou envisagés devant des tribunaux militaires pour garantir que le principe d'impartialité soit respecté.

• Enfin (?) envoi d'une délégation au Secrétaire général de l'ONU, composée de représentants :

— du parti ouvrier unifié polonais, de la Confédération des syndicats libres de RDA, du Comité central des syndicats soviétiques

— du parti socialiste de Belgique, du Parti démocrate de Danemark

— du parti radical de Hollande

— de la Confédération des syn-

dicats de Finlande

— du Parti CF, du MRG, du PSU, et de la FEN.

Le président de la séance de clôture, James Marangé (FEN) a souligné « le sens et l'importance de démarches » en vue d'associer à cette délégation un représentant des démocrates chrétiens d'Italie.

LES DEBATS : DANS LE DROIT FIL DE L'UP

Les séances plénières de la Conférence ont permis en particulier aux délégations de l'Union soviétique et des démocraties populaires de marteler les thèmes de l'isolement politique, diplomatique et économique de la junte (« il faut empêcher les monopoles et l'impérialisme d'aider par la fourniture d'armes et de crédits, l'activité des fascistes de Santiago »)

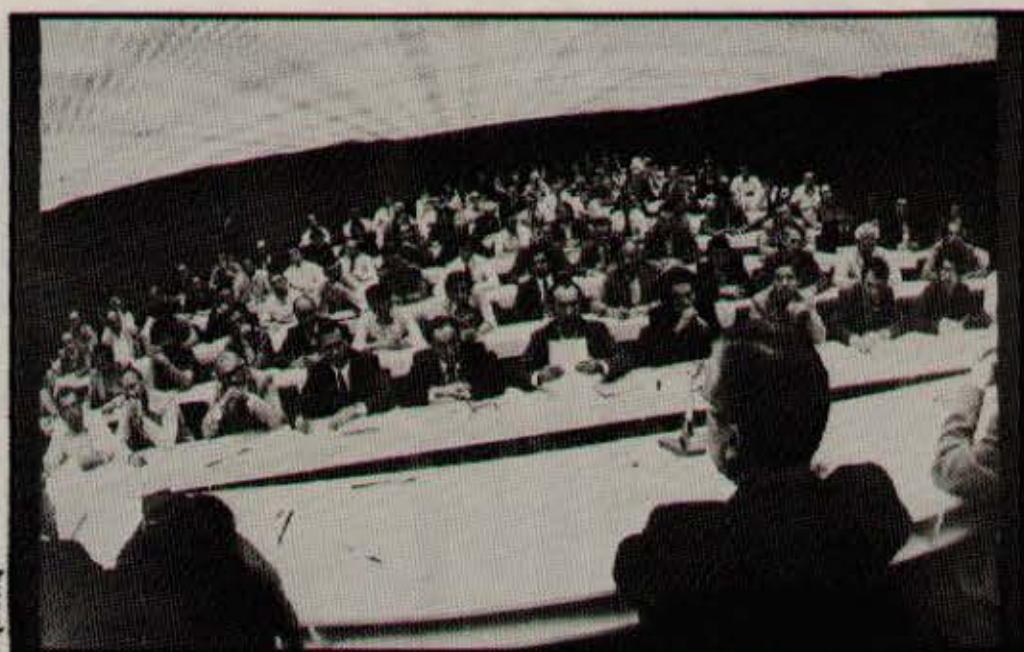
« La menace peut se présenter ailleurs, si nous n'y prenons garde » (PC finlandais). « Unissons nos forces, face au danger fasciste » répond en écho le PC italien. Les « mêmes oppresseurs se retrouvent contre les peuples » (UGT d'Espagne) « Nous avons découvert l'arme de la victoire, l'unité du peuple » (PS portugais). Et enfin, « Les chrétiens ont leur mot à dire » (Eglise orthodoxe russe). Toutes ces déclarations confirmaient la validité passée et à venir du cadre politique de l'UP (y compris pour la résistance) et de son caractère « exemplaire » pour l'Europe.

Et Mitterrand de conclure en proposant de faire du 11 septembre une date historique, une journée internationale se déroulant chaque année :

« Il faut de plus en plus réaliser l'union des forces populaires pour dépasser le contentieux qui parfois nous sépare depuis un demi-siècle. Je souhaite qu'entre toutes les forces démocratiques se créent des liens de plus en plus nombreux afin qu'ils deviennent de plus en plus solides.

Vous êtes venus certains de très loin, des communistes, des socialistes, des libéraux, des républicains, etc., certains sont tenus à des obligations d'Etat (sic); d'autres dans l'opposition sont plus libres de leurs propos et de leur action, mais nous avons trouvé un langage commun, nous sommes allés plus loin que jamais ».

Et pourtant les compromis furent parfois difficiles. Les stalinien expliquèrent l'importance de la caractérisation du régime chilien comme junte militaire fasciste et au nom de l'interna-



nationalisme prolétarien, les Tchèques insistèrent sur la nécessité du boycottage de toutes les relations. Cette fermeté politique n'empêcha pas de définir les responsables du coup d'Etat, par la formulation vague « La réaction intérieure et l'impérialisme » sans doute par égard aux responsabilités gouvernementales de certains. Cette même fermeté politique pour préciser ce qu'étaient les objectifs de l'UP (« justice, démocratie, liberté, indépendance nationale »), ce que sont les objectifs de la lutte du peuple chilien (« reconquérir ses libertés élémentaires, civiques, démocratiques et syndicales »), ceux qui « subissent la loi de l'arbitraire, la terreur et la misère », « travailleurs, démocrates, le peuple chilien tout entier y compris beaucoup de ceux qui s'étaient opposés au gouvernement de l'UP », toute cette fermeté politique hésitait à désigner nommément un courant de la résistance, même sous la forme du nom d'un de ses dirigeants disparus, Van Schowen !

De même, la composition de la délégation fit problème : il fallait ne pas donner un rôle durable de mandataire au comité français, éviter toute implication gouvernementale et surtout rendre « physique » le projet politique en donnant toute sa force à l'appel à la Démocratie chrétienne d'Italie.

Enfin, la délégation chilienne s'est exprimée par Beatriz Allende et par Carlos Altamirano, bien sûr, pour dénoncer le « pouvoir des armes », pour « écarter toute transaction douteuse fondée sur des raisons humanitaires » et « pour la défaite complète de la junte militaire », mais à aucun moment ne furent levées les « ambiguïtés » (?) d'un front antifasciste large (Cf. appel du 1^{er} mai)

La délégation chilienne comprenant outre des représentants de la CUT, des représentants du PC, du PS, des 2 MAPU, de la gauche chrétienne et du Parti radical, mais aussi du MIR. La présence et la place du MIR dans cette délégation et à cette conférence revêt une grande importance que souligne la mention de Van Schowen dans l'appel final.

LE CHILI AU COEUR DE LA CRISE

La résolution finale comme les décisions prises (appel à l'ONU), marquent d'elles-mêmes les limites de cette conférence. Cependant, après la réunion de la Commission internationale d'Enquête à Copenhague le 27 juin, avant la Conférence mondiale (intersyndicale) de Solidarité Chili qui se tiendra

du 11 au 15 septembre à Lisbonne, la réunion de Paris est un événement très important.

Elle est d'abord un acte d'accusation de poids contre la junte, au moment précis où celle-ci, aux prises avec une crise économique décisive, ne peut obtenir de crédits ou d'investissements significatifs sans « libéraliser » sa dictature, ni permettre aux luttes partielles de s'amplifier, s'organiser, se généraliser.

Si elle est un moyen de pression sur la Démocratie chrétienne dans la logique permanente d'en détacher au moins l'aile gauche, elle est aussi et davantage, objectivement un encouragement au développement et des luttes au Chili et de la solidarité internationale à celles-ci.

Sans doute, le Chili permet-il et lui seul pour le moment l'entente entre les différentes composantes réformistes européennes (au-delà des divergences sur la construction de l'Europe, l'atlantisme). Sans doute, est-il un lieu privilégié pour faire avaliser par tous la politique suivie en Tchécoslovaquie, Pologne et dans d'autres démocraties populaires. Sans doute réciproquement; il raffermir des liens qui s'étaient distendus en Italie et en France. L'impact de l'Union de la gauche a des conséquences importantes aussi bien pour l'ex 3^e Internationale et pour la 2^e Internationale (vice-président : François Mitterrand), comme le soulignent les lignes définies en Espagne, au Portugal, et en Italie.

Mais c'est dire aussi qu'une telle conférence traduit même de façon déformée par les réponses bureaucratiques et réformistes, la montée des luttes ouvrières en Europe, la pression des masses tirant au Chili et en Europe les leçons de l'expérience de l'UP. Elle souligne donc, à nouveau l'importance pour les marxistes révolutionnaires et à l'échelle internationale, du Chili :

— Comme mesure pratique et concrète des changements et évolutions intervenant dans la social démocratie et les partis stalinien

— Comme un des thèmes essentiels de politisation des masses devant le bilan de l'expérience chilienne

Mais surtout et avant tout comme soutien militant et solidarité à l'organisation et au développement de la résistance chilienne.

Vive la lutte révolutionnaire du peuple chilien

Juan Martinez





Le lundi 8 juillet, le camarade Edgardo Enriquez, membre de la commission politique du MIR, de passage à Paris donnait une conférence de presse au cours de laquelle il fit de façon détaillée le point de la situation au Chili

et développa les analyses et les positions de son organisation dont nous publions les extraits les plus importants ci-dessous.

Nombre de points développés par E. Enriquez ne sont pas nouveaux pour les lecteurs de Rouge, qui depuis le 11 septembre 1973, a analysé régulièrement la situation

au Chili et a largement reproduit les analyses et prises de position du MIR, la principale organisation de l'extrême-gauche chilienne.

Le plus significatif, sans aucun doute, est que cela ait été dit, en Europe, par un authentique représentant du mouvement révolutionnaire chilien, de la résistance chilienne.

Enriquez a parlé avec l'autorité d'un militant qui, depuis le coup d'Etat a inlassablement œuvré, comme toute son organisation

au Chili même, à jeter les bases d'une véritable résistance à la junte militaire. Et cela malgré une répression féroce, quotidienne, dans des conditions extrêmement difficiles.

Il a parlé avec l'autorité d'un militant aujourd'hui envoyé en mission hors du Chili par son parti, mais qui très bientôt sera à nouveau à son

poste de combat, parmi les travailleurs chiliens. L'importance qu'il a donnée au rôle de la solidarité internationale n'en a que plus de valeur.

Plus que jamais, alors que le mouvement ouvrier se réorganise au Chili, les militants révolutionnaires en France et ailleurs, doivent considérer les tâches de solidarité avec le Chili comme primordiales.

La prochaine étape importante de cette solidarité militante sera le 11 septembre, premier anniversaire du coup d'Etat.

Il faut d'ores et déjà s'y préparer.

**J.P. BEAUVAIS
Le 10 juillet 1974**

Je parle ici au nom du MIR chilien, de mon parti, qui a su maintenir ses étendards libres de toutes les concessions, causes de la défaite, et qui, pour cette raison, conserve entière son autorité politique et morale face au peuple du Chili pour l'appeler à réorganiser ses rangs et recommencer la lutte, selon, cette fois-ci, le programme et les méthodes de la révolution prolétarienne.

Je parle ici au nom de la direction du MIR et de tous ses militants qui ont su combattre le 11 septembre, rester à leur poste au Chili, avec la classe ouvrière et le peuple à l'heure amère de la défaite et qui ont centré l'effort organisé du parti pour la préparation de la résistance populaire.

Mon parti, lui aussi, a été touché par la répression, mais finalement, il est là, presque entier, recomposé. Il fonctionne, grandit et se prépare pour la guerre ouverte et sans trêve, sur tous les fronts, contre la dictature gorille. (...)

LES PROGRES DE LA RESISTANCE OUVRIERE ET POPULAIRE CHILIENNE

(...) En s'appuyant sur la marche objective de la lutte de classes au Chili et non sur un volontarisme du parti, le MIR peut dire aux travailleurs du monde que la résistance populaire chilienne a gagné du terrain jour à jour, que la classe ouvrière et les masses populaires se réorganisent pour la lutte et qu'elles résistent de façon organisée, ici et là, contre ce régime arbitraire.

Pour le premier mai, par exemple, le MIR et les comités de la résistance populaire ont fait à l'échelle nationale un premier pas, coordonné quoi que modeste, sur le terrain de l'agitation ouverte et les gorilles n'ont pu l'éviter; des milliers de tracts ont été distribués dans tout le Chili par les activistes de la résistance ou au moyen d'explosions.

Plus vite qu'on ne le pense, la résistance se montrera sur d'autres fronts, sous d'autres formes de lutte, en suivant le rythme que lui imposera le peuple.

Le mouvement de la résistance populaire, brandissant les drapeaux de l'unité du peuple, de la restauration des libertés démocratiques et de la défense du niveau de pouvoir d'achat des masses est déjà une réalité à ce niveau, toutes les couches sociales opprimées et spoliées par la dictature gorille et toutes les forces qui luttent pour la renverser gagnent les rangs de ce mouvement.

L'organisation clandestine de la résistance populaire s'étend dans tout le Chili et elle pénètre à nouveau dans les casernes.

L'abattement et la démoralisation des premières semaines a été remplacé par l'indignation et la haine et aujourd'hui elles font place à l'organisation et la préparation du combat. (...)

LA JUNTE MILITAIRE CHILIENNE

A peine instaurée au pouvoir par le feu et par le sang, depuis 9 mois, la junte militaire chilienne perd de jour en jour ses bases sociales petites-bourgeoises de sustentation et ne peut se maintenir que par la répression. L'envergure de la crise économique chilienne a balayé même aux yeux des plus ingénus l'image du paradis de « l'économie sociale de marché », promis par les généraux et les amiraux pleins de morgue mais semi-analphabètes de la junte militaire chilienne.

C'est véritablement sur le terrain de la politique économique que la dictature gorille a souffert ses premiers revers importants: l'inflation galopante et les queues de multitudes qui attendent leur tour pour acheter des articles de première nécessité réapparaissent tout le long du territoire national. Les soi-disants « messies » en uniforme ont échoué dans leur promesse de faire disparaître les queues et l'inflation, et cela malgré la misère et l'énorme diminution du pouvoir d'achat imposées par la force aux masses populaires.

Maintenant, les crimes incroyables, la violente restitution des terres et des industries à la grande bourgeoisie, la surexploitation du travail salarié, les hordes de chômeurs affamés qui déambulent sur les routes du Chili, la suppression de toutes les libertés démocratiques, ne peuvent plus être justifiés devant leurs alliés les plus bienveillants comme prix d'une récupération économique du pays.

(...) La dynamique sociale et politique provoquée par l'instauration au pouvoir de la junte militaire, laisse aux gorilles une seule option: appuyer de plus en plus leur régime sur la répression, la torture et la bestialité. Il n'y a plus de stratagèmes politiques qui permettraient à la dictature d'arrêter la débandade de sa base sociale d'appui. Pinochet et ses sbires ne peuvent plus rebrousser chemin. Les généraux et les amiraux chiliens, de plus en plus isolés internationalement et pressés impatiemment par l'impérialisme lui-même, ne peuvent obtenir l'aide qu'ils attendaient des capitaux de la

métropole. Ils ont dû envoyer Pinochet mendier l'aide du Brésil et des autres pays voisins. Tout en maintenant une apparence digne grâce à la censure extrême imposée à la presse chilienne, ils subordonnent progressivement l'économie chilienne aux intérêts du sub-impérialisme brésilien.

Les gorilles chiliens sont inquiets de leur isolement social, de la défaite de leur politique économique et des pressions internationales; ils se lancent dans une campagne publicitaire destinée à améliorer leur image sinistre aux yeux du monde.

(...) Mais le monde entier doit savoir la vérité. Le monde entier doit savoir qu'il s'agit de grossières manœuvres d'assassins professionnels acculés à cacher leurs atrocités et leurs crimes.

Le monde entier doit savoir que toutes les confessions du « procès Bachelet et autres » ont été obtenues par des tortures sauvages et inhumaines aux prisonniers, à leurs femmes et à leurs enfants.

Nous devons dénoncer que le général Alberto Bachelet est mort d'une attaque cardiaque provoquée par les tortures que lui avait infligées personnellement quelques heures auparavant un lâche tortionnaire appelé Horacio OTAIZA, colonel de la Fach.

L'opinion publique mondiale doit savoir que le procès tant annoncé des personnalités du gouvernement antérieur, prisonnières au camp de concentration de l'île de Dawson, a été précédé de pressions morales et de tortures physiques prouvées tout au moins pour les ex-ministres Clodomiro Almeyda et José Toha.

Il faut dénoncer que la mort de José Toha a été provoquée par un état de choc causé par les tortures que lui avait infligées la veille, personnellement aussi, le colonel OTAIZA.

Il faut dénoncer que notre camarade Bautista Van Schowen a été torturé et peut-être tué par les gorilles bien que la junte militaire nie encore sa détention.

Tout le monde doit savoir que depuis le

« Pour le premier mai, le M.I.R. et les comités de la résistance populaire ont distribué des milliers de tracts dans tout le Chili »

mois de mars les bidonvilles sont systématiquement ratissés et que pendant ces opérations des milliers de maisons sont perquisitionnées, des milliers de pobladores sont arrêtés, que leurs femmes sont humiliées et violées, leurs enfants brutalisés.

Au camp de tortures de Tejas Verdes, des centaines de cadavres vivants, mutilés sous les tortures, passent d'une machine à torture à une autre.

Les prisons et les camps de concentration regorgent toujours de détenus.

Toutes les nuits, sous l'empire du couvre-feu, des milliers de personnes sont arrêtées et humiliées. Jour après jour, des Chiliens disparaissent entre les mains des gorilles et leurs familles n'ont plus jamais de leurs nouvelles.

La torture sanguinaire, les coups, la vivisection, le viol des femmes, l'incrimination arbitraire pendant des semaines sont monnaie courante aujourd'hui au Chili, sous l'étendard gorille de la « reconstruction nationale ». (...)

FREI, ALWYN ET LE PARTI DEMOCRATE CHRETIEN

Dans ces conditions, la junte militaire se méfie de tout ce qui l'entoure. Et ainsi, paradoxalement, les complices du coup d'Etat comme Frei, Alwyn et le PDC en tant que parti n'ont pu récolter la récompense attendue pour les services inestimables qu'ils ont rendus aux gorilles avant et après le 11 septembre, et même au contraire, ils ont dû affronter « l'ingratitude » du régime militaire.

En partant de ce fait, le PDC en tant que parti a voulu paraître devant le peuple comme un défenseur des intérêts populaires.

Mais le peuple du Chili ne se laisse pas séduire par les pharisiens de la politique, ni par les misérables aux prétentions d'hommes d'Etat. Tous les Chiliens, sauf des ingénus incorrigibles, savent bien que les timides protestations contre les atrocités du régime

REPRESENTANT DE LA RESISTANCE PARLE

que Frei, Alwyn et le PDC osent à peine faire à la junte sont de simples suggestions respectueuses pour demander aux gorilles de diminuer leurs excès, c'est à dire pour leur suggérer de faire le « travail salissant » le plus vite et avec le moins d'éclats possible, pour pouvoir collaborer ouvertement avec la junte.

Car, en tant que leaders politiques d'une fraction de la haute bourgeoisie, ils partagent avec la junte les mêmes intérêts de classe de cette haute bourgeoisie, c'est à dire pour assurer à tout prix la victoire de leur classe sur la classe ouvrière, le peuple et les partis politiques qui les représentent.

Ils sont les complices des gorilles dans le passé et dans le présent, et leurs mains sont autant tachées du sang ouvrier et populaire que celles des exécuteurs directs du coup d'Etat militaire.

Leurs occasionnels clans humanitaires et démocratiques n'ont jamais mis et ne mettront jamais en péril la victoire de leur classe; par conséquent, prétendre à une alliance avec Frei, Alwyn ou le PDC en tant que parti, dans la lutte contre les gorilles, ne peut être qualifié que comme un délire réformiste. (...)

NOTRE PROGRAMME ET NOTRE TACTIQUE DE LUTTE CONTRE LA DICTATURE GORILLE

L'aiguillage de la lutte inter-bourgeoise au Chili, ainsi que la précaire situation du pays, ne permettent à personne de croire que la junte militaire tombera par le seul effet de sa naturelle décomposition et de ses contradictions avec certaines fractions de la haute bourgeoisie, ni même grâce à un collapsus économique.

Pinochet et ses sbires ne tomberont qu'après une guerre populaire prolongée et pleine de sacrifices qui sera couronnée par

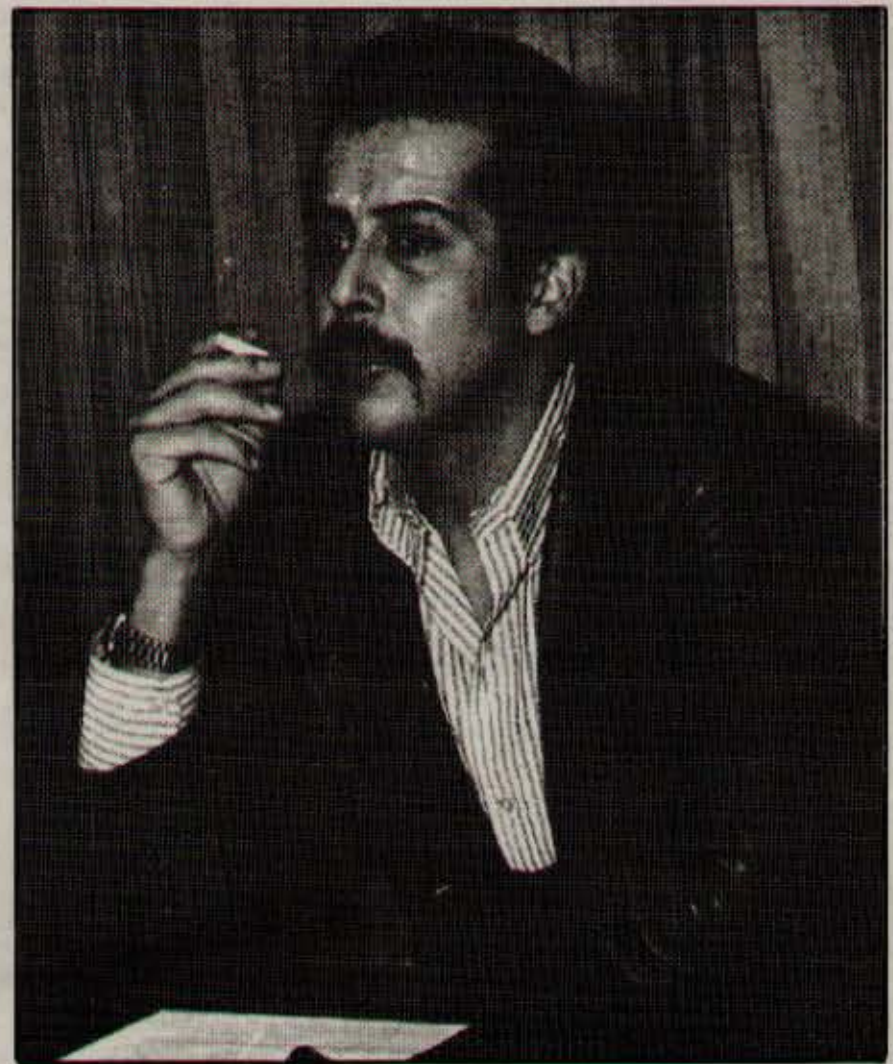
la victoire militaire totale de la classe ouvrière et du peuple.

Par conséquent, la tâche la plus importante de ceux qui luttent aujourd'hui contre la dictature consiste justement à préparer les conditions pour commencer cette guerre, étendre ses bases sociales dans les bases du peuple et lui donner la continuité indispensable.

(...) La classe ouvrière du Chili a appris une leçon inoubliable de la défaite du 11 septembre. C'est pour cette raison que quand elle renversera la dictature gorille elle continuera jusqu'à la victoire totale sur la haute bourgeoisie et l'impérialisme, elle détruira l'Etat bourgeois jusque dans ses ciments et elle saura lever un Etat ouvrier et paysan pour le remplacer.

Car seule la révolution prolétarienne peut assurer le triomphe irréversible de la classe ouvrière et du peuple sur l'Etat bourgeois. (...) Si la direction politique de la classe ouvrière fait des obstacles ou ne fait pas tous les efforts à sa portée pour diriger l'énergie vers la lutte des masses populaires en faveur de ce programme, surtout dans les périodes de crise du système de domination capitaliste, le coût inévitable de cette erreur sera le triomphe de la contre-révolution bourgeoise ultra-réactionnaire.

C'est cette vieille leçon du léninisme et des 50 dernières années de lutte révolutionnaire mondiale que nous apprend la défaite populaire sanglante du 11 septembre au Chili. La classe ouvrière sait apprendre les leçons de ses défaites; c'est pour cela qu'après le 11 septembre, aucun autre programme ne pourra finalement gagner la confiance de l'avant-garde, réveiller l'enthousiasme et la capacité de sacrifice des masses, ni construire la courageuse armée d'ouvriers et de paysans nécessaire pour renverser la junte militaire.



« C'est pour le programme de la révolution prolétarienne et non pour un autre programme que les militants du M.I.R. risquent leur vie, résistent à la torture, meurent et luttent »

APPEL DE LA IVÈME INTERNATIONALE

TOUS DANS LA RUE LE 11 SEPTEMBRE, EN SOLIDARITE AVEC LES MASSES LABORIEUSES CHILIENNES !

Le 11 septembre 1974, une année se sera écoulée depuis le jour où l'armée bourgeoise chilienne prit le pouvoir par un putsch sanglant, massacrant des milliers de travailleurs, de paysans, d'étudiants et de militants des organisations ouvrières et révolutionnaires. Depuis lors, elle n'a cessé de sévir contre les masses laborieuses de son pays à l'aide de procédés des plus barbares: assassinats « légaux » et extra-légaux, arrestations arbitraires suivies de tortures, simulacres de « procès » piétinant cyniquement les droits élémentaires de la défense, suppression de toutes les libertés démocratiques, licenciements massifs dans les entreprises et les organismes étatiques, abaissement brutal et sans précédent du niveau de vie des masses.

Les crimes commis par la junte contre le peuple chilien ont provoqué à juste titre l'indignation des travailleurs du monde entier. Pinochet et ses acolytes sont des bourreaux hais au même titre que les Hitler, les Mussolini, les Salazar, les Franco, les Batista, les Diem et les Thieu. Ces assassins de leur propre peuple finissent tôt ou tard par mordre la poussière, sort qui attend tous ceux qui cherchent à maintenir au pouvoir les classes possédantes en étouffant dans le sang toute revendication et tout mouvement de protestation des masses laborieuses.

Mais la réprobation et l'indignation face aux crimes de la junte militaire chilienne sont peu efficaces aussi longtemps qu'elles restent passives et verbales. Elles le sont d'autant plus que le grand capital international, qui avait contribué à la préparation et à l'issue victorieuse du putsch du 11 septembre 1973, multiplie les actes de soutien et d'encouragement aux bourreaux de Santiago, avec la complicité de la plupart des gouvernements de par le monde.

C'est pourquoi les mouvements de solidarité avec les travailleurs et les masses populaires chiliennes, qui sont organisés dans de nombreux pays et qui ont mobilisé des centaines de milliers de personnes dans des meetings, des manifestations, des grèves ou actions de boycott, jouent un rôle éminemment important. En maintenant vive la conscience de plus larges masses des crimes commis contre les travailleurs chiliens, ils entravent les manœuvres capitalistes et gouvernementales d'appui à la junte et constituent un encouragement réel à l'organisation de la résistance des travailleurs chiliens contre la dictature qui les opprime.

En organisant au même moment dans le monde entier, le 11 septembre 1974 prochain, des manifestations de protestation contre les putschistes sanglants de Santiago et d'appui aux masses populaires chiliennes, le mouvement ouvrier international augmentera considérablement l'efficacité de son action contre la junte et encouragera hautement la résistance du prolétariat chilien.

C'est pourquoi la IVème Internationale appelle toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, à organiser le 11 septembre 1974, sur la base unitaire la plus large et sans exclusive aucune, de puissantes manifestations de rue contre la dictature chilienne. Elle appelle les organisations syndicales et les travailleurs à joindre à ces manifestations des actions en vue d'interdire toute expédition de matériel militaire ou para-militaire à la junte chilienne, des actions en vue d'obliger les gouvernements de leurs pays respectifs, avant tous ceux dont les membres se réclament du mouvement ouvrier, à arrêter tout crédit et toute aide financière aux assassins du peuple chilien.

Tous dans la rue le 11 septembre 1974 pour clamer :

A bas la dictature militaire chilienne !

Arrachons aux bourreaux et aux geôles tous les prisonniers politiques chiliens !

Vive la lutte des masses laborieuses chiliennes pour jeter bas leurs oppresseurs et exploiteurs !

Pas une arme, pas un bateau, pas un sou aux assassins du peuple chilien !

Vive la révolution socialiste chilienne !

2 juillet 1974

Le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

C'est aujourd'hui au Chili un fait fondé sur l'expérience brûlante des masses et non sur une spéculation théorique ou doctrinaire.

C'est pour ce programme et non pour un autre, le programme de la révolution prolétarienne, que les militants du MIR de mon pays risquent leur vie, résistent à la torture, meurent et luttent. (...)

L'UNITE DES FORCES ANTI-GORILLES AU CHILI

Nous savons que tous les partis de la gauche chilienne ne coïncident pas avec notre programme et ne tirent pas les leçons stratégiques que nous tirons de la défaite du 11 septembre et qu'enfin ils font plus d'une réserve sur la tactique que nous proposons. Quant à nous, nous ne renonçons pas à des formes de notre programme, mais nous croyons fermement que cela serait une erreur profonde et peut-être même une omission criminelle, de donner la préférence à ces discussions au lieu d'unir toutes les forces de la gauche chilienne pour lutter résolument contre la dictature gorille.

D'autre part, nous avons fait part à tous les partis de la gauche chilienne que nous sommes prêts à discuter notre tactique à l'intérieur du front politique de la résistance.

Car la constitution du front politique de la résistance au Chili est urgente dans la lutte contre la dictature et, par principe, le MIR veut épuiser toutes les possibilités pour constituer ce front en laissant de côté les questions subsidiaires devant la nécessité urgente d'une lutte en commun.

(...) Tout en séparant nettement le programme et la tactique propres de notre parti vis à vis des bases proposées pour l'unification de la gauche, défendant à la fois notre programme et notre tactique, mais en cherchant l'unité sur des bases acceptables pour tous, nous avons envoyé ce guide de l'unité à tous les partis de la gauche au Chili depuis plus de 4 mois. Grâce à l'esprit unitaire et sans que personne ne renonce à ses propres programmes et définitions tactiques, il y a eu accord de principe avec la plupart de ces partis quant aux bases d'une telle unité, quoi que d'autres aient préféré se taire.

Apparemment, certains secteurs de la gauche chilienne pensent que la gauche et les chrétiens progressistes peuvent s'unir à partir d'autres formules unitaires, sur des bases sur lesquelles il y a des divergences, sur des bases qui signifient objectivement poser comme conditions préalables à l'unification de la gauche des discussions programmatiques et tactiques circonscrites

aux critères de ces secteurs de la gauche.

(...) La culmination du processus unitaire de la gauche et des chrétiens progressistes dans le front politique de la résistance au Chili est un devoir inéluctable de tous les partis de gauche. C'est l'aspiration la plus forte des ouvriers ou des paysans chiliens et c'est le meilleur hommage que nous puissions rendre à nos héros et à nos martyrs tombés dans la lutte contre les gorilles. La classe ouvrière et les masses populaires en ont besoin comme instrument de lutte. (...)

POURQUOI TRIOMPHERONS-NOUS ?

Nous saurons triompher. La corrélation mondiale des forces favorise la lutte pour les intérêts de classe des travailleurs du monde et contre le capitalisme.

La crise économique du système impérialiste détruit les bases de sa domination à l'échelle mondiale. La lutte des travailleurs de tous les pays et le développement économique et militaire du camp socialiste annoncent de nouveaux triomphes révolutionnaires en différents points du globe.

La classe ouvrière et le peuple chilien sauront surmonter l'adversité présente et apprendre à l'échelle de masse les formes de lutte clandestine et illégale qui jusqu'à maintenant étaient presque inconnues pour un peuple habitué aux formes de lutte légales et parlementaires.

Le mouvement ouvrier et populaire chilien et spécialement ses ouvriers d'avant-garde sauront tirer les leçons de la défaite, se réorganiser et durcir leurs rangs à la chaleur du combat, construire un mouvement populaire aguerrri qui renversera la junte militaire par les armes, détruira l'Etat bourgeois et son corps d'officiers et prendra le pouvoir politique.

Notre parti, malgré les pertes essuyées, est déjà réorganisé. Il grandit et lutte sans hésiter pour renverser la dictature militaire. Les autres partis de la gauche chilienne se réorganisent aussi et luttent contre les gorilles. Dans ces conditions, la répression de la junte militaire n'empêchera pas sa défaite si nous sommes disposés à lutter sans trêve. Mais cette lutte sera implacable et certainement sanglante, si nous voulons triompher des assassins professionnels tels que Pinochet et ses soldats gorilles. Toute la classe ouvrière et le peuple du Chili doivent participer à cette lutte et toutes leurs énergies doivent servir le combat. Nous devons être prêts à payer le prix fort pour obtenir le triomphe. (...)

BAS LES PATTES DEVANT LES IMMIGRES

Décidément, ce gouvernement ne cesse pas d'innover. Au Conseil des ministres du 3 juillet, à l'aube de la réforme du statut de l'ORTF, le secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés a fait approuver une « politique nouvelle » de l'immigration. Au-delà de vagues promesses sur l'amélioration des conditions sociales des travailleurs immigrés la mesure la plus importante est le blocage de l'immigration jusqu'au mois d'octobre.

Cette décision ne touche pas seulement les immigrants en quête de travail sur le marché français mais également les familles désireuses de rejoindre les travailleurs déjà établis en France. Voilà qui en dit long sur l'aspect social du train de mesures.

L'arrêt provisoire de l'immigration répond à plusieurs objectifs du patronnat et du gouvernement.

1°) Il s'agit d'ajuster le volume de cette immigration aux besoins en main d'œuvre du patronat français. Or, l'économie nationale semble promise aux lendemains qui déchantent. Le secteur automobile, secteur décisif de l'industrie française, autour duquel s'était bâtie la croissance économique des années 60, connaît de graves difficultés. La hausse du prix du pétrole, démultipliée par les sociétés pétrolières internationales, frappe de plein fouet ce secteur, ou les doivent opérer un redéploiement d'activité vers les modèles les plus économiques ou procéder à de nouvelles concentrations pour réduire les coûts de fabrication (accords Citroën-Peugeot). Or ce secteur, entré aujourd'hui en récession était l'un des principaux employeurs de main d'œuvre immigrée (Cf. Citroën et Chrysler-Simca).

L'inflation galopante (qui atteindra 20 % vers la fin de l'année), la hausse des taux d'intérêts et le resserrement du crédit vont accentuer également la crise dans certains secteurs (notamment le bâtiment dont l'expansion est liée étroitement aux taux de crédit), et le développement du chômage.

La restriction de l'immigraton apparaît donc comme une réponse anticipée aux menaces sur l'emploi qui pointent à l'horizon de l'automne 74.

Après avoir construit sa croissance sur l'exploitation forcenée des travailleurs immigrés, le capitalisme français tente de rejeter, sans avoir de comptes à rendre, le citron après l'avoir pressé. Aujourd'hui, le gouvernement stoppe unilatéralement l'immigration, demain, si la crise s'accroît et si le chômage se développe, il n'hésitera pas à renvoyer les travailleurs immigrés qu'il a lui-même incité à venir en France, comme le fit naguère le sinistre Laval avec les mineurs polonais.

C'est sur l'exploitation de tous les ouvriers Français et immigrés que les patrons ont édifié leur prospérité. Les travailleurs immigrés, pas plus que les travailleurs français n'ont à payer l'anarchie du système capitaliste.

Contre le chômage : Réduction massive des heures de travail sans diminution de salaire.

2°) Mais ce rôle de volant de manœuvre sur l'emploi que le patronat veut faire jouer au prolétariat immigré est limité. En effet, les travailleurs venus d'Afrique du Nord ou de la péninsule ibérique ne sont pas employés aux mêmes tâches que le prolétariat français en moyenne plus qualifié. Ce n'est pas l'arrêt de l'immigration qui arrêtera le développement du chômage. Mais le gouvernement, par cette mesure anticipée tente de dévoyer la combativité ouvrière en désignant le prolétariat immigré comme responsable de la « crise de l'emploi ». Il s'agit, en alimentant les vieux démons du chauvinisme et de la xénophobie, de dévoyer la combativité d'une classe ouvrière qui a su montrer dans la dernière période qu'elle n'hésitait pas à s'engager avec audace dans les luttes pour la défense de l'emploi. (peu d'ouvriers ont oublié que c'est contre les licenciements et le chômage que les Lip ont commencé leur lutte). En cultivant par cette mesure la « concurrence » entre travailleurs français et travailleurs immigrés, le gouvernement et la patronat se préparent à jouer la division de la classe ouvrière pour aborder dans de meilleures conditions le 3è tour social. Personne ne sera dupe de la manœuvre. Les travailleurs ont appris dans les luttes que seule l'unité de la classe ouvrière, l'unité entre ouvriers français et immigrés peut faire échec aux projets de la bourgeoisie.

Travailleurs français-immigrés, même patron, même combat !

3°) Mais cette mesure de rétorsion vise aussi les immigrés qui restent en France. La mesure décidée par le gouvernement est une pièce ajoutée à la stratégie de chantage à l'emploi utilisée par le patronat contre le prolétariat immigré. Elle s'inscrit dans la perspective ouverte par la circulaire Fon-

tanet-Marcellin qui en subordonnant le droit au séjour à l'obtention d'un contrat de travail jetait pieds et poings liés le prolétariat immigré sous la botte des exploitateurs.

Par cette campagne d'isolement des travailleurs immigrés rendus responsables du chômage par le pouvoir, la bourgeoisie espère maintenir, voire élever le taux d'exploitation de ce prolétariat jugé taillable et corvéable à merci. Plus d'un patron de choc tentera de faire jouer le dilemme « La boucler ou la valise » pour empêcher les travailleurs immigrés de s'organiser et de lutter pour leurs droits, pour l'égalité de salaire et de statut social avec leurs camarades français.

Travailleurs français-immigrés, même salaire, même statut !

Le gouvernement tente de faire passer sa manœuvre en profitant des vacances (c'est le 31 juillet, comme par hasard que le Conseil des ministres adoptera définitivement le train de mesures sur l'immigration) et en la saupoudrant de « social ». Mais le « Nouvel Obs » révèle dès cette semaine que Postel-Vinay, le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés menaçait de démissionner car « Le gouvernement a retenu l'arrêt de l'immigration... mais a refusé d'engager un franc de dépenses dans l'immédiat » pour le financement des mesures sociales.

D'ailleurs comment croire un gouvernement qui demande que les peines contre les trafiquants de main d'œuvre et les employeurs qui utilisent irrégulièrement des travailleurs étrangers soient aggravées alors que Citroën et Simca-Chrysler entre autres poursuivent en toute impunité leur politique répressive contre les ouvriers immigrés.

La politique de giscard-Chirac sur l'immigration ne nous étonne pas, nous qui avons dénoncé la participation de fascistes d'Ordre nouveau, initiateurs de la campagne contre l'immigration sauvage à la campagne de Giscard.

Elle ne nous étonne pas puisque « Minute » a soutenu l'adversaire de F. Mitterrand et qu'il compte parmi ses amis politiques MM. Médecin et de Fontmichel, maires de Nice et de Grasse, tristement célèbres pour le climat de pogrom qui y régnait l'année dernière.

Mais contre les campagnes racistes de division de la classe ouvrière, les révolutionnaires avaient su prendre leurs responsabilités le 21 juin 1973 à Paris et à Nice.

Face à la politique répressive du pouvoir, les marxistes-révolutionnaires mèneront le combat pour l'unification dans les luttes de la classe ouvrière.

Travailleurs français-immigrés, ensemble, unis, nous vaincrons !
M. ROVERE

Rhône-Progil

PAS DE TREVE

La direction comptait sur les vacances pour reprendre la situation en mains, après deux mois de lutte sous forme de baisse de la production et des « 32 heures tournantes ».

La direction comptait sur les congés payés pour assister à la mort du mouvement. C'était fort naïf de sa part, c'était oublier la combativité des travailleurs, c'était ne pas comprendre la détermination des postés.

Pour les mois de juillet-août, l'intersyndicale CGT-CFDT a tiré un premier bilan de la lutte de mai et juin et fait une série de propositions concernant les formes de luttes à venir : Jusqu'au 15 septembre, nécessité de modifier la forme de la lutte.

b) revoir les revendications pour permettre l'unité des postés et de journaliers.

c) Adresser un ultimatum à la direction : « si vous ne cédez pas sur la moitié des coefficients restants et sur nos nouvelles revendications, le 15 septembre la lutte reprendra plus dure ». La direction aura donc deux mois pour réfléchir.

d) Prendre contact avec l'ensemble des usines chimiques pour coordonner la lutte en septembre.

e) Mettre en place un comité de coordination des ateliers.

f) Proposition de différentes formes de lutte :

- baisse de la production,
- grèves tournantes,
- grèves de 32 heures ou 24 heures générales reconductibles.
- formes combinées de l'ensemble des propositions, etc.

Des assemblées générales d'ateliers et des assemblées générales de l'usine devront se prononcer sur l'ensemble des propositions.

C'est aux travailleurs de décider de la forme de la poursuite de l'action.

Mais les travailleurs de la centrale ont déjà ajouté autre chose : la continuation de 32 heures de grève ou d'une autre forme de lutte pendant l'été pour montrer que la combativité se maintient, et pour faire travailler l'encadrement « briseur de grève ». Cette proposition ne rejette en rien les propositions de l'intersyndicale, elle les complète.

Le 19 juin 1974, au début de la grève, l'encadrement avait brisé la grève en faisant tourner les turbines. Ce jour-là les travailleurs inférieurs en nombre avaient dû céder le terrain...

Mais la riposte était dans l'air.

Prise à l'improviste (la direction ne fut prévenue qu'une heure avant la grève), ils ont décidé, après accord de chacune des cinq équipes, de refaire une grève de 32 heures le premier week-end de juillet. Ces premières 32 heures devaient être le début d'un mouvement de grève répétées durant

l'été et surtout durant le week-end. A ce compte là, on se disait à la Centrale : « On verra bien si l'encadrement acceptera de venir travailler en poste tout l'été ».

Le mouvement est donc parti vendredi 5 juillet à 20 heures. Le directeur Rozié, averti quelques instants avant, est là. Devant les travailleurs il fait des bonds, menace, fulmine. Mais ils répondent placidement, avec sérénité : « Accordez les coefficients demandés et tout rentrera dans l'ordre ».

Pour Rozié, il n'est pas question de céder, lui-même le reconnaît et l'explique ; cela serait un encouragement à la lutte. En colère, il menace de lock-out sur le champ tout le personnel de l'usine. Mais sachant que pour un tel lock-out il lui faut la coopération des travailleurs, il se ravise et convoque les cadres pour briser la grève et faire tourner la centrale. A 22 h 30 l'encadrement était en place.

Les travailleurs ont décidé de riposter si la direction s'amuse à ce petit jeu.

FACE A L'INTRANSIGENCE PATRONALE : LA LUTTE

La direction a convoqué une réunion du Comité d'Entreprise pour jeudi 11 juillet et menace — pour la prochaine grève — de lock-out. Mais déjà les travailleurs ont leur riposte dans la poche : les 8 heures reconductibles, qui permettront de désorganiser la production et réduiront les risques de lock-out. Une réunion des délégués du personnel est prévue pour le vendredi 12.

Une A.G. est fixée pour vendredi soir pour décider de la lutte à mener jusqu'au 15 septembre et sa préparation.

Cet été il n'y aura pas de vacances pour la maîtrise tant la volonté de combattre et de vaincre des travailleurs est grande. Déjà pour le week-end du 14 juillet l'idée d'un débrayage est en l'air.

Correspondant le 10 juillet

Le journal Rouge sortant vendredi et la direction étant une « lectrice assidue du journal » (1), il ne nous est pas possible de donner plus de précisions sur l'action du week-end de façon à ne pas dévoiler les plans des travailleurs. Donc, à suivre...

PTT ÇA BOUGE AUX CENTRES DE CHEQUES POSTAUX DE LYON

Les filles des chèques, très touchées par le problème des horaires qui seront appliqués lors de la mise en électronique, étaient déjà décidées à riposter à tout refus de l'administration sur leurs revendications avant la tenue du comité technique paritaire le 21 juin.

Après le compte-rendu fait de celui-ci par les syndicats, il est décidé en assemblée du personnel de poser un préavis de grève de 24 h pour le 28.

La mobilisation est activement préparée par les trois syndicats CGT, CFDT et FO : c'est ainsi que les piquets de grève mis en place le 28 à 6 h du matin avec banderoles, panneaux explicatifs, sur les revendications, la vie d'une femme travailleuse, vivent passer peu de monde. En effet, la grève a été suivie à près de 80 %, à peu près 90 % du personnel titulaire.

Une assemblée de grévistes s'est tenue à 9 h, sous la pluie, les filles très souriantes, très en forme. Celle-ci s'est

prononcée pour la continuation de l'action pour le « travail à cadences normales ».

Cette idée avait déjà été lancée dans les assemblées, du personnel tenues avant le 21 juin. Dès le lendemain, le samedi, une partie du personnel se mettait à appliquer le mode opératoire, respectant scrupuleusement le règlement.

Dès lundi, l'action faisait boue de neige et nous nous sommes retrouvées vendredi 5 juillet à l'AG du personnel avec 60 à 70 % de participation à la grève du zèle. Les filles durant cette AG ont décidé la poursuite de l'action et souligné la nécessité de popularisation (conférence de presse tenue par des syndiquées et des non syndiquées, en principe en début de cette semaine).

Le bilan qui a été fait est un bilan positif, par la grande participation des travailleuses, par l'unité syndicale obtenue CGT, CFDT, FO. Nous sommes très combattives, très décidées à continuer, malgré la fatigue, certaines d'entre nous parlent même d'aller plus loin : grève (ras le bol), d'autant plus décidées à faire aboutir nos revendications que les

pressions de l'administration se font plus fréquentes et plus dures.

Nous sommes plus que jamais décidées à continuer pour faire aboutir nos revendications précises :

- obtention du samedi par réduction du temps de travail ;
- pas de prise de travail matinal (problème pour les filles ayant des gosses, pas de crèches ni de nourrices à 5 h du matin) ;
- suppression des retours ;
- réunion rapide d'un nouveau comité paritaire ;

Nous avons vu, pendant le mouvement, apparaître plus ou moins clairement d'autres revendications liées plus ou moins au problème des auxiliaires :

- garantie de l'emploi ;
- réduction du temps de travail ;
- augmentation des effectifs ;

Nous sommes bien décidées à répondre coup pour coup aux pressions de l'administration et à faire prendre en compte nos revendications.

Les petites PTT vaincrons !
Correspondante de Lyon

NI

PRIVATISATION

NI

DEMANTELEMENT

Malgré la confusion et le vague habituels qui ont présidé aux décisions, l'objectif du gouvernement Giscard-Chirac dans le domaine de la télé et de la radio apparaît de plus en plus clairement.

— La diffusion, secteur non rentable, reste entièrement à la charge de l'Etat, tout comme la radio. Ce seront des établissements publics d'Etat, entièrement financés sous le contrôle de l'Etat et de son budget.

— Les trois chaînes seront constituées en sociétés nationales autonomes, concurrentielles entre elles, même si leurs capitaux restent dans les mains de l'Etat.

— La production lourde (essentiellement les Buttes) deviendra une société à capitaux publics, autonome, où l'Etat détiendra une partie des capitaux, qui ne sera pas forcément majoritaire. Cet établissement, lui, entrera en concurrence directe avec le secteur privé, de la production de films notamment.

Le monopole de la production, déjà battu en brèche depuis longtemps, est supprimé définitivement. Les chaînes autonomes pourront commander leurs émissions à n'importe quel organisme, privé ou public. On voit dès maintenant les menaces qui vont peser sur ce secteur de la production tant du point de vue des conditions de travail du personnel (la porte est grande ouverte à toutes les mesures de rentabilisation, cadences de travail, diminution de personnel, etc) que du point de vue de la qualité des émissions (voir les programmes débiles offerts actuellement par télé-Luxembourg et télé-Monte-Carlo).

C'est d'abord la disparition d'un comité d'entreprise unique, du statut unique et de la sécurité d'emploi des travailleurs de l'office. C'est la disparition de tous les services centraux de l'office, c'est la valse de ces personnels qui va commencer et qui pourrait bien finir par des licenciements massifs, quoiqu'en dise Chirac.

C'est aussi la disparition des filières qui permettaient aux personnels de passer durant leur carrière d'un service à l'autre ou d'un secteur à l'autre (ainsi les techniciens du son de la radio qui pouvaient passer à la télé).

C'est en core la dispersion de certains secteurs (ainsi la vidéo-mobilière qui serait répartie entre les trois chaînes).

Et que va devenir la production du film qui entrera en concurrence directe avec le secteur privé ?

Ce n'est pas la décentralisation qui est mise en place, mais bien l'éclatement de l'office, conduisant tout droit à la privatisation. Certes le gouvernement, devant la combativité ouvrière, n'a pu livrer une chaîne aux capitaux privés, mais derrière le prétendu maintien du monopole de la diffusion, le gouvernement a fait mieux : quand on sait que le budget des deux premières chaînes est évalué à 800 millions et que la publicité rapporte déjà actuellement 750 millions, on voit d'ores et déjà que le fonctionnement de ces deux chaînes sera presque nettement couvert par la publicité. L'instauration de la concurrence entre chaînes fera le reste. Tout est ainsi préparé pour que les capitaux privés mettent progressivement la main sur les deux premières chaînes. Alors, à la censure gouvernementale qui pesait sur l'O.R.T.F., va s'ajouter la censure commerciale des patrons qui pesera sur les deux chaînes et en déterminera non seulement les programmes mais toute la gestion et le fonctionnement.

Après cela, le gouvernement peut bien se payer le luxe dérisoire d'annoncer que la troisième chaîne sera celle de la « libre parole ». Avec ses 5 % d'audience et la perspective de toucher le produit de la redevance au pro-rata du taux d'écoute, c'est un véritable baillon qui sera imposé à la 3ème chaîne et à sa « libre parole ».

Quand Chirac prétend vouloir laisser « une chance encore » au service public de l'O.R.T.F., (le gouvernement Giscard ne se veut même plus l'arbitre entre la classe ouvrière et le patronat, il joue l'arbitre entre le secteur nationalisé et le secteur privé...) on voit bien ce qu'il entend : réduire la production, bailloner la 3ème chaîne, rentabiliser à outrance les deux premières et les offrir sur un plateau doré au patronat. Le projet Marceau Long est dépassé et de loin. Les travailleurs, ceux de l'O.R.T.F. d'abord, mais aussi ceux qui regardent et écoutent la télé ont tout à y perdre.

extrait de « Télé 7 Rouge » n° 19

Solidarité avec le P.S.T. argentin et toutes les victimes de la violence d'extrême-droite !

Depuis des mois la terreur contre des militants ouvriers combattifs et des militants révolutionnaires ne cesse de s'accroître en Argentine. Des attentats à la bombe ou à la mitraillette sont commis contre les sièges d'organisations ouvrières politiques et même contre les sièges de syndicats dirigés par des tendances de lutte de classes. Des militants sont enlevés par des commandos, battus et torturés. Les cas de militants assassinés se multiplient.

Ces crimes sont quelque fois commis par des membres de polices parallèles, comprenant des tortionnaires connus de l'époque de la dictature militaire. Quelquefois, ils sont le fait de groupes terroristes d'extrême-droite, collaborant avec l'appareil de la bureaucratie syndicale péroniste. Dans les deux cas, ils ne peuvent s'effectuer que grâce à la complicité évidente de l'appareil d'Etat bourgeois et du gouvernement.

Ils correspondent à l'effort du grand capital impérialiste et argentin pour empêcher que des secteurs croissants de la classe ouvrière et des masses populaires argentines n'échappent au contrôle de l'appareil bureaucratique péroniste, ne rejettent les pratiques de collaboration de classes et ne s'engagent dans une voie résolument anti-capitaliste, ce qui, vu la force de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier argentin, représenterait une menace mortelle pour la survie du capitalisme dans ce pays.

Ces attaques terroristes frappent de plus en plus durement le parti socialiste des travailleurs, section sympathisante de la IVème Internationale en Argentine. De mai 1973 à mai 1974, ce parti avait déjà subi une vingtaine d'attaques de la sorte. En mai 74, le camarade Carlos Pedroni, membre du PST, dirigeant des ouvriers du commerce de la ville de Mar del Plata, fut grièvement blessé. Dans la zone nord du Grand Buenos Aires, les camarades Inosencio « Indio » Fernandez, dirigeant ouvrier métallurgiste, Oscar Dalmacio Meza, dirigeant ouvrier d'un chantier naval, Mario Zilda, ouvrier du textile, et Antonio Moses, ouvrier métallurgiste, tous membres du PST, ont été lâchement assassinés.

La IVème Internationale participe à la douleur indignée du PST, des familles et des camarades de travail des militants tués. Elle exprime aux camarades du PST et à toute l'avant-garde ouvrière et révolutionnaire d'Argentine ses sentiments de solidarité fraternelle dans la lutte contre la répression capitaliste et la terreur des groupes d'extrême-droite qu'ils mènent actuellement. Elle appelle toutes ses sections et groupes sympathisants à déclencher des campagnes vigoureuses pour amener l'ensemble du mouvement ouvrier de leurs pays à défendre le PST et les autres organisations argentines visées par la répression et la terreur anti-ouvrière.

La IVème Internationale appelle toutes les organisations ouvrières argentines, indépendamment de leurs divergences programmatiques, stratégiques ou tactiques, à constituer un front unique de classe pour la défense commune du mouvement ouvrier et de tous les militants contre la terreur d'extrême-droite. Elle les appelle à ne compter à cette fin que sur leur propre force et à constituer des groupes d'auto-défense ouvrière qui, s'appuyant sur de larges mobilisations de masse, sont seuls capables de briser l'offensive terroriste d'extrême-droite et de refouler la menace fasciste.

3 juillet 1974

Le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

CAMPAGNE DES REVOLUTIONNAIRES AU CANADA

Le Groupe Marxiste Révolutionnaire (R.M.G.) groupe sympathisant de la IVème Internationale a participé activement à la campagne législative au Canada en présentant 3 candidats à Toronto, Winnipeg et Peterborough. Ailleurs, le R.M.G. appelait les travailleurs à faire un vote de classe en apportant leurs suffrages au parti social-démocrate N.P.D. malgré son programme réformiste. La campagne du GMR s'est traduite par l'édition d'un numéro spécial du journal « Old Mole » (la

BEATE KLARSFELD : UNE MILITANTE COURAGEUSE



Kurt Lischka, ancien chef de la Gestapo à Paris.

L'Allemagne fédérale est dotée d'un appareil d'Etat truffé d'assassins nazis. Ce n'est un secret pour personne. Il est vrai que s'il avait fallu détruire toutes les têtes et demi-têtes du nazisme, l'Allemagne serait devenue un procès permanent et la bourgeoisie dans sa très grande majorité aurait été touchée en tant que classe, car où était la frontière politique, sociale, entre la classe bourgeoise allemande et le mouvement national-socialiste ? Et ce n'est pas vrai que pour l'Allemagne.

Il est aussi connu qu'un très grand nombre de ces assassins nazis se sont reconvertis au lendemain de la 2ème guerre mondiale en commerçants, hommes d'affaires, politiciens (parfois ministres ou députés, souvenons-nous de cet ancien chancelier chrétien-démocrate Kissinger qui fut accusé, avec preuves à l'appui, d'avoir participé directement à la construction des camps d'extermination). Beate Klarsfeld s'est lancée, presque seule depuis plusieurs années, dans un travail immense de dépistage et de dénonciation de ces criminels. Non pas dans un but de vengeance au nom d'une politique répondant à la loi du Talion, œil pour œil etc. ; une conception bien différente sous-tend cette « chasse aux nazis ». Il y a quelques années, une organisation juive basée en Autriche et dirigée par Simon Wiesenthal, s'adonnait à la chasse aux nazis, son plus beau coup fut l'enlèvement d'Adolf Eichmann d'Argentine et sa remise à la justice de l'Etat israélien qui le condamna à mort. Beate Klarsfeld, jusqu'à son procès, a agi différemment. C'est la persistance du nazisme dans son personnel humain comme par sa présence idéologique insidieuse en Allemagne fédérale qu'elle a voulu révéler, dénoncer, afin de maintenir en éveil une conscience anti-fasciste. Cette action est d'autant plus juste que le coup d'Etat au Chili montre le lien direct qui existe entre le nazisme et les militaires de ce pays qui viennent d'engager un ancien responsable des services de la police nazie, aujourd'hui à la tête de la police chilienne. Il s'appelle Walter Rauf. Espérons que la résistance chilienne

saura lui infliger le traitement qu'il mérite.

Parce qu'elle est devenue insupportable aux dirigeants allemands, Beate Klarsfeld a été condamnée à deux mois de prison ferme. La raison, ou plutôt le prétexte, est hypocrite. Parce qu'elle avait voulu enlever Kurt Lischka, le chef ou le chef-adjoint de la Gestapo à Paris, qui est un riche bourgeois allemand qui n'a pas encore écrit ses souvenirs, elle fut arrêtée pour atteinte aux droits individuels, comme une criminelle. Elle a déjà fait 5 mois de prison préventive. Trois semaines lui restent donc. Elle a fait appel de cette sentence.

Elle a fait appel contre cette sentence. La routine judiciaire suit son chemin en Allemagne comme ailleurs.

Ce matin du 10 juillet 1974, les editoriaux des radios nationales et périphériques portaient sur cette condamnation de Beate Klarsfeld. Dans certains cas, on mettait en cause directement et sans tarder le juge de ce tribunal qui est un partisan déclaré de l'oubli, de passer l'éponge sur le passé. Il y a beaucoup de députés et de bourgeois épaïs qui le soutiennent. Car n'est-il pas contradictoire de voir un Parlement bourgeois ouest-allemand voter des lois sur l'arrestation des nazis, afin qu'ils soient jugés et condamnés en Allemagne, quand ce même Parlement est infesté d'anciens collaborateurs directs ou indirects du nazisme. Et pourtant ces gros ventres devront bien le faire. Le problème est : comment, par la suite, cette justice sera-t-elle appliquée ou expédiée... Une autre phase du combat !

Nous avons bien connu Beate Klarsfeld, il y a quelques années, avant mai 68. Elle participait à la section de Paris de la Fédération des Etudiants Socialistes Allemands (SDS) qui entretenait des relations très fraternelles avec la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR). Quand Rudi Dutschke, dirigeant de la SDS de Berlin, faillit mourir à la suite d'un attentat commis contre lui à Berlin à Pâques 68, nous avions organisé en commun la riposte. Beate Klarsfeld est une grande dame, sa cause est juste, quelle que soit la trajectoire politique qu'elle peut personnellement prendre par la suite.

G. VERGEAT

Vieille taupe) diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires, l'édition d'affiches et de tracts et l'organisation de nombreux meetings, notamment à Vancouver, Winnipeg, Peterborough et Toronto avec la participation de notre camarade Krivine. Face à l'offensive des partis bourgeois et notamment du parti conservateur visant à imposer un blocage des salaires, le RMG a mis en avant une série de revendications dont l'échelle mobile des salaires et des heures de travail. Il faut noter l'existence dans ce pays de près de 8 % de chômeurs et plus de 12 % au Québec. Or ces dernières semaines, la « paix sociale »

organisée par les directions syndicales depuis de longues années a commencé à être remise en cause notamment lors d'une grève nationale des travailleurs des postes.

A Vancouver, les postiers ont même formé un comité de grève. Peu de temps auparavant, par dizaines de milliers, les enseignants, qui n'ont pas encore de syndicat, descendaient dans les rues de Toronto pour défendre leurs revendications. Les premiers embryons d'une radicalisation ouvrière apparaissent en Amérique du Nord, les trotskystes canadiens peuvent compter sur l'aide de leurs camarades français.

LA M.L.A.C. NE PART PAS EN VACANCES !

Cet été, entre le «13 juillet et le 18 août, le M.L.A.C. « bat la campagne ».

Dans un tour de France (en car, pas en bicyclette) ambitieux, les camarades du M.L.A.C. porteront leurs activités et propagande dans les grandes villes et villégiatures...

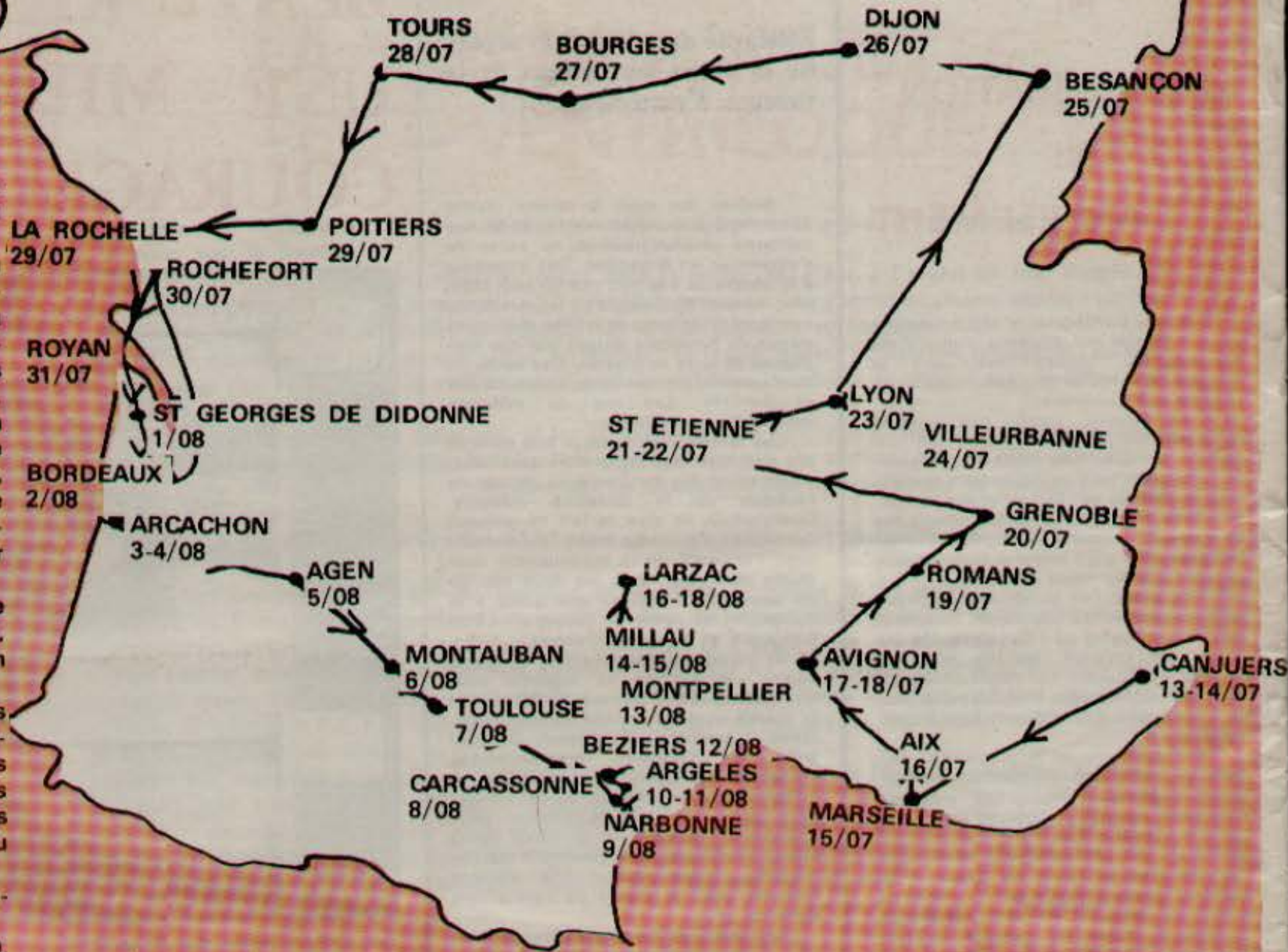
Munis de matériel écrit (un recto-verso imprimé, une brochure) des vidéo-cassettes, des films, des sketches, le M.L.A.C. continuera à démontrer l'actualité de la lutte pour l'avortement libre et gratuit.

En plus, quelle meilleure façon de préparer la rentrée, que de maintenir une agitation pendant les vacances ?

C'est pour cela que tous les militants du M.L.A.C. en vacances dans les régions où nous passeront ne manqueront pas de venir et nous aider dans notre animation pendant un ou quelques jours...

A bientôt... la lutte continue !

J.D.



« nous mobiliser plus que jamais pour l'avortement libre et gratuit »



Une première étape a été franchie... Le parlement vient de voter une loi qui rend la pilule accessible aux mineures et remboursable par la sécurité sociale.

Mais reste l'avortement. Réalité sociale qui touche aujourd'hui près de 800 000 femmes par an. Si nous sommes d'accord sur le fait que l'avortement ne doit pas être un moyen contraceptif, par ailleurs il ne suffit pas d'autoriser la contraception pour qu'elle soit effective. De plus, la contraception peut échouer.

Face à cette situation, nous devons nous mobiliser plus que jamais pour l'avortement libre et gratuit. La bourgeoisie ne doit pas pouvoir prendre prétexte de la disponibilité de la contraception, pour reculer sur l'avortement.

Après l'amnistie du 21 juin, Giscard continue sa campagne visant à démontrer qu'il est un authentique libéral... A l'unanimité (moins 1 voix !) le Parlement a voté, le 28 juin 1974, la nouvelle loi sur la pilule.

Le « libéralisme » a été poussé jusqu'au bout. Non seulement la pilule sera remboursée par la Sécurité Sociale, mais elle est maintenant disponible pour les mineures... On a même prévu que les médecins qui « à cause de leurs convictions » refuseraient de donner une ordonnance pour la pilule, seraient obligés de délivrer un certificat de « non contre-indication »...

Neuwirth (député U.D.R., auteur du dernier projet de loi sur la pilule, en 1967) exulte. Ses efforts ont finalement été récompensés. A France-Inter, il nous a même promis des centres de planification familiale un peu partout. Pas un mot sur le Planning Familial. On peut craindre que la politique du

gouvernement à son égard ne continue l'arrêt des subventions, non reconnaissance comme organisme d'utilité publique)

ET MAINTENANT...

Une première remarque : la loi Neuwirth fut votée en 1967 et les décrets d'application passés en... décembre 71 ! Ce qui augure mal pour l'avenir.

Et encore, au-delà des problèmes financiers posés par la création de centres de planification familiale (pas très rentable) on est confronté de façon criante à la formation des « conseillers » de planification familiale. En effet, ce n'est pas avec ce que l'on apprend en faculté de médecine, ainsi qu'avec les contre-vérités scientifiques de certains journaux médicaux, que les médecins vont pouvoir fournir une information correcte sur la contraception. Ne parlons même pas de ceux qui ne sont plus en fac...

LA BOURGEOISIE FACE A LA CONTRACEPTION

Mais le fond du problème réside ailleurs. Au-delà de l'image de marque que Valéry Giscard d'Estaing veut se créer, il y a toute la politique bourgeoise face à la contraception.

Pays catholique qui malgré ses « traditions anti-cléricales » subit le poids de l'Eglise et de sa morale hypocrite, jusqu'à très récemment la France a eu un retard considérable dans la mise en application d'une loi très libérale sur la contraception, par rapport aux autres pays capitalistes développés (l'Italie et l'Espagne mis à part évidemment).

Mais une bourgeoisie doit « vivre avec son temps » : déjà l'O.C.D.E., dans une étude sur le travail féminin, soulignait la nécessité d'une politique hardie en matière de contraception... Pourquoi ? Pour avoir une main-d'œuvre plus stable, plus rentable bien sûr ! On connaît l'exemple de la R.F.A. où dans de nombreuses entreprises, le patron exige la prise de la pilule avant l'embauche des femmes.

Plus révélatrice encore fut cette proposition d'un Lord anglais, à la Chambre des Lords, qui visait à rendre la pilule gratuite et diffusée massivement. Car avec le passage de la loi autorisant l'avortement, d'une part les installations hospitalières devenaient de plus en plus insuffisantes, d'autre part cette mesure était plus rentable qu'une réorganisation totale du système sanitaire...

Il y a toujours eu deux poids, deux mesures pour la bourgeoisie. La pilule pour les françaises blanches aujourd'hui, est une réalité depuis fort longtemps dans les dits T.O.M.-D.O.M.

D'ailleurs en matière de contraception de toutes sortes, face à la classe ouvrière, aux minorités raciales ou ethniques, aux pays sous-développés, la bourgeoisie ne s'est jamais gênée pour pratiquer une politique malthusienne éhontée. En ces occasions, sa morale semblait accommodable.

Le vote de la loi aujourd'hui en France signifie que la rentabilité de la main-d'œuvre a pris le dessus, pas la libération de la femme !

UNE VICTOIRE DE NOTRE MOBILISATION

On ne peut imputer au seul bon vouloir des technocrates le passage de cette loi.

Depuis plus d'un an, le M.L.A.C. a lutté quotidiennement pour la contraception libre et gratuite, y compris pour les mineures. A travers ses mobilisations, la dénonciation des salades racontées sur la pilule, le M.L.A.C. a créé une sensibilité, et plus, un rapport de forces face au Conseil de l'Ordre des médecins, à la clique des réactionnaires suppôts de l'ordre moral.

La loi a été votée APRES cette mobilisation, pas avant.

D'ailleurs, il faut être vigilants. Les premières contre-offensives sont lancées. Pour n'en citer qu'une, la plus notoire, c'est celle du professeur Hervet (du Parisien Libéré) qui a déjà commencé à radoter ses inepties sur les dangers de la pilule.

Le M.L.A.C. continuera sa lutte contre les faussaires de la pilule, pour l'avortement libre et remboursé !

UNE ETAPE VERS LA LIBERATION DES FEMMES ?

Suffit-il d'une loi ?

Certes la propagation d'une contraception efficace crée, pour la première fois dans l'histoire, une des conditions objectives d'une « libération » des femmes de la contrainte des grossesses non désirées. Et il ne faut pas négliger cet aspect.

Mais en même temps, suffirait-il de savoir qu'on peut obtenir la pilule sans l'autorisation des parents, pour « libérer » une jeune fille du cadre familial ?

Dans une société où il y a peu de crèches, presque pas d'équipements collectifs, des classes surchargées dans les établissements scolaires, des salaires bouffés par l'inflation, suffit-il de pouvoir choisir le moment de notre grossesse pour avoir les moyens d'avoir un enfant ?

Dans une société capitaliste où tout, même la contraception, peut servir au profit, où notre oppression sert la classe au pouvoir, où ne pouvons « libérer notre corps » des servitudes du travail et de l'aliénation, comment parler de « libération des femmes » à travers une loi ?

Cette loi est une première victoire partielle, certes. Nous continuerons notre lutte pour d'autres victoires et au-delà pour la victoire finale d'une autre société, premier pas vers notre libération totale.

Johana Durand